

DOCUMENT DE RÉFLEXION No. 318

Politiques incohérentes ou réalités politiques?

LES IMPÉRATIFS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE DU NIGÉRIA

Par Poorva Karkare, Michael Odijie, Ken Ukaoha et Jeske van Seters

Juin 2022

La position du Nigéria en matière d'intégration régionale peut sembler incohérente, bien qu'il ait ratifié la Zone de libre-échange continentale africaine et qu'il se soit engagé à réaliser une union douanière par le biais de la CEDEAO. Par exemple, en 2019, il a unilatéralement fermé ses frontières terrestres avec les pays voisins, provoquant des perturbations majeures dans les réseaux commerciaux régionaux. Cela a, à son tour, eu un impact négatif sur les efforts de facilitation du commerce promus par les partenaires de développement pour assurer la circulation fluide des marchandises à travers les frontières.

Cet article examine ces dynamiques apparemment opposées. Il analyse les choix de politique commerciale et industrielle du Nigéria pour montrer que la fermeture de la frontière, plutôt que d'être un événement soudain, s'inscrivait dans la continuité des décisions politiques visant à freiner la contrebande et, entre autres, à promouvoir l'industrialisation. L'examen des politiques dans les secteurs du riz et des produits pharmaceutiques montre que si le Nigéria a de fortes ambitions en matière d'industrialisation, celles-ci ne se traduisent pas souvent par des politiques industrielles efficaces. En outre, les préoccupations liées au commerce régional, en particulier la contrebande, sont considérées comme compromettant le potentiel et les efforts d'industrialisation du Nigéria, en sapant les entreprises nationales.

L'appréciation du contexte dans lequel les politiques dans ces secteurs sont introduites, plutôt que l'examen des politiques en elles-mêmes, fournit également des informations importantes. Elle montre que le Nigéria perçoit davantage la menace de la contrebande à travers les pays voisins que les avantages du commerce avec la région. Cela affecte la façon dont la facilitation du commerce est perçue, avec des implications pour les programmes de soutien. En cherchant à résoudre des "problèmes" définis localement tels que la contrebande, les interventions (ou "solutions") de facilitation des échanges devraient simultanément poursuivre les objectifs d'industrialisation et d'intégration régionale.

Table des matières

Remerciements.....	iii
Acronymes.....	iii
Préface/Résumé	v
1. Introduction.....	1
2. Les politiques industrielles au Nigéria.....	2
3. Riz - les progrès de la politique de patronage.....	10
4. Produits pharmaceutiques - le rêve d'autosuffisance.....	15
5. Tirer les conséquences de l'intégration régionale et de la facilitation du commerce	22
Annexe 1 : Impact immédiat de la fermeture des frontières au Bénin et au Niger.....	28
Annexe 2 : Investissements dans le secteur du riz.....	29
Annexe 3 : Pertinence de la politique industrielle - une analyse documentaire	30
Références.....	33

Remerciements

Les auteurs de ce document tiennent à remercier toutes les personnes interrogées pour avoir partagé leurs précieux points de vue. Ils sont particulièrement reconnaissants à Efeiom Kofon, qui a partagé des informations précieuses issues de sa recherche doctorale en cours sur le secteur pharmaceutique au Nigéria. Les auteurs remercient Kemji Ajoku, Pallavi Roy et les autres personnes qui ont fourni des commentaires sur une version antérieure. Bruce Byiers a fourni des conseils importants pour encadrer les discussions. Enfin, nous remercions également Inna Perova et l'équipe de communication de l'ECDPM pour la mise en page et la préparation de la publication.

Ce document fait partie d'une série d'analyses rendues possibles grâce au financement du Ministère Néerlandais des Affaires étrangères dans le cadre du programme de Facilitation des Échanges en Afrique de l'Ouest (FEAO) ainsi que de leur travail plus large dans la région. Le TFWA est un programme pluriannuel financé par trois partenaires de développement différents - le ministère néerlandais des Affaires étrangères, l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et l'Union européenne (UE). Parmi ses partenaires de mise en œuvre figurent la Banque mondiale et la GIZ. La Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) ainsi que les pays de la région en sont les bénéficiaires.

Les opinions exprimées dans cette étude sont exclusivement celles des auteurs et ne doivent pas être attribuées à d'autres personnes ou institutions.

Acronymes

ABP	Programme des emprunteurs d'ancrage (<i>Anchor Borrowers Programme</i>)
AFE	Accord sur la Facilitation des Échanges
AMRH	Harmonisation de la réglementation des médicaments en Afrique (<i>African Medicines Regulatory Harmonization</i>)
APC	All Progressives Congress
AUDA-NEPAD	Agence de développement de l'Union africaine-Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (<i>African Union Development Agency-New Partnership for Africa's Development</i>)
BAD	Banque Africaine de Développement
BNT	Barrière Non Tarifaire
BPF (GMP)	Bonnes Pratiques de Fabrication (<i>Good manufacturing practice</i>)
CBN	Banque Centrale du Nigéria
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
DRPP	Plan National de Production de riz (<i>Domestic Rice Production Plan</i>)
ECDPM	Centre Européen de gestion des politiques de développement (<i>European Centre for Development Policy Management</i>)
ECOWAP	Politique Agricole de la CEDEAO
EPI	Équipement de protection individuelle
SLEC	Schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO (<i>ECOWAS Trade Liberalisation Scheme</i>)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine (en Afrique de l'ouest)
FDA	Autorité alimentaire et pharmaceutique (<i>Foods and Drug Authority</i>)
FEAO	Facilitation des Échanges en Afrique de l'Ouest
FPMA	Surveillance et analyse des prix des denrées alimentaires

GES	Soutien à l'amélioration de la croissance (<i>Growth Enhancement Support</i>)
IAT	Taxe d'ajustement à l'importation (<i>Import Adjustment Tax</i>)
IPA	Ingrédient pharmaceutique actif
LSE	École d'économie et de sciences politiques de Londres (<i>London School of Economics and Political Science</i>)
MoU	Mémorandum de Compréhension
MTNDP	Plan de développement national à moyen terme (<i>Medium-Term National Development Plan</i>)
NAFDAC	Agence nationale pour l'administration et le contrôle des aliments et des médicaments (<i>National Agency for Food and Drug Administration and Control</i>)
NANTS	Association nationale des commerçants nigériens (<i>National Association of Nigerian Traders</i>)
NCS	Service des douanes du Nigéria (<i>Nigeria Customs Service</i>)
NDPo	Politique nationale en matière de drogues
NEEDS	Stratégie nationale de développement et d'autonomisation économique (<i>National Economic Empowerment and Development Strategy</i>)
NIPRD	Institut national de recherche et de développement pharmaceutiques
NPD	Plan de Développement National
NSIA	Autorité souveraine d'investissement du Nigéria
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
PAS	Programme d'Ajustement Structurel
PFI	Initiative présidentielle sur les engrais (<i>Presidential Fertiliser Initiative</i>)
PMG-MAN	Groupe des fabricants de produits pharmaceutiques de l'Association des fabricants du Nigéria (<i>Pharmaceutical Manufacturers Group of Manufacturers Association of Nigeria</i>)
PSN	Société pharmaceutique du Nigéria (<i>Pharmaceutical Society of Nigeria</i>)
PWC	PricewaterhouseCoopers
RIFAN	Association des riziculteurs du Nigéria
TEC	Tarif Extérieur Commun
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine
US	États-Unis
USAID	Agence des États-Unis pour le Développement International
WAHO	Organisation ouest-africaine de la santé (<i>West African Health Organisation</i>)
ZLECAF	Zone de Libre-échange Continentale Africaine

Préface/Résumé

Malgré la ratification de la Zone de Libre Échange Continentale Africaine (ZLECAf), et son engagement à réaliser une union douanière par le biais de la CEDEAO, la position du Nigéria en matière d'intégration régionale peut sembler incohérente. En 2019, il a unilatéralement fermé ses frontières terrestres avec les pays voisins, provoquant des perturbations majeures dans les réseaux commerciaux régionaux. Les ramifications pour les autres économies de la région ont été importantes, créant des tensions diplomatiques.

Cet article examine ces dynamiques opposées en analysant les choix de politiques commerciales et industrielles du Nigéria. Il montre que, loin d'être un événement soudain, la fermeture de la frontière s'inscrit dans le prolongement de décisions politiques visant à endiguer la contrebande et, entre autres, à promouvoir l'industrialisation. En replaçant dans leur contexte les politiques industrielles du Nigéria dans deux secteurs importants, à savoir le riz et les produits pharmaceutiques, et en identifiant leurs principales lacunes, l'article cherche à comprendre comment la facilitation du commerce pourrait simultanément promouvoir l'intégration régionale et soutenir les objectifs de la politique industrielle.

Le Nigéria a une longue histoire de politiques visant à promouvoir l'industrialisation. L'une de ses principales faiblesses est toutefois qu'elles sont généralement mises en œuvre en réponse à des crises économiques consécutives, à des chocs pétroliers. Elles visent à préserver les devises étrangères plutôt qu'à assurer une croissance soutenue de la productivité et de la compétitivité. En conséquence, elles ont manqué de continuité et présentent généralement une gamme limitée d'outils politiques, principalement centrés sur les restrictions à l'importation. Dans le cas du riz, il s'agissait notamment d'une interdiction totale des importations de riz par les frontières terrestres, qui peut être considérée comme un prélude à la fermeture des frontières en 2019. Cette fermeture visait à contrer la contrebande effrénée qui, entre autres, était considérée comme nuisant au développement des industries locales. Bien qu'elle ait conduit à une augmentation de la production de riz, en l'absence de mesures d'accompagnement, les capacités productives nationales tout au long de la chaîne de valeur restent limitées.

La recherche de "l'autosuffisance" en offrant une protection pendant un certain nombre d'années sans contrôle efficace des performances pour garantir l'apprentissage et la mise à niveau ne conduit pas à des progrès durables en matière de transformation économique et peut simplement profiter aux importateurs politiquement liés. L'accent mis sur la production seule ne garantit pas non plus le succès de l'ensemble de la chaîne de valeur, qui nécessite des transports efficaces, une logistique fluide, des réglementations efficaces, entre autres choses. On le voit dans le cas des produits pharmaceutiques, où les entreprises produisant des médicaments de base n'ont pas été en mesure de passer à des médicaments plus complexes. Dans les secteurs du riz et des produits pharmaceutiques, le manque de coordination stratégique est évident et le soutien du gouvernement est limité, si ce n'est pour stimuler la production par des restrictions à l'importation.

Que nous apprend l'expérience du Nigéria ? Tout d'abord, les impératifs d'industrialisation ont été l'un des principaux, mais pas le seul, moteurs de la fermeture de la frontière, même si les résultats ont été, au mieux, mitigés. Mais le développement du secteur nécessite un éventail plus large d'outils de politique industrielle, au-delà des restrictions à l'importation, dont la fermeture des frontières peut être considérée comme un cas extrême, et appelle des engagements crédibles et une coordination stratégique pour assurer un développement durable. Deuxièmement, il est important de mieux comprendre la position du gouvernement nigérian sur l'intégration régionale. Bien qu'il soit un partisan clé de la vision panafricaine, le pays considère actuellement que la menace d'une contrebande non freinée à travers les pays voisins, qui est perçue comme sapant les efforts d'industrialisation du Nigéria, est plus importante que les avantages des intrants importés du marché régional ou des exportations vers celui-ci. Ces facteurs influent sur la façon dont est perçue la facilitation des échanges, qui vise à promouvoir la

circulation fluide des marchandises à travers les frontières. En effet, les plans et stratégies de développement national du Nigéria font peu, voire pas du tout, référence à l'intégration économique régionale.

Cela a des implications pour les décideurs politiques et les partenaires extérieurs qui cherchent à promouvoir la facilitation des échanges. Tout d'abord, toute intervention visant à soutenir l'intégration régionale, notamment par le biais de la facilitation des échanges, doit tenir compte des priorités politiques nationales, notamment des ambitions d'industrialisation, et s'aligner idéalement sur les objectifs de la politique industrielle. Dans le cas contraire, le Nigéria risque de poursuivre les cycles de protectionnisme qui annulent les mesures antérieures de facilitation des échanges. Les cas du riz et des produits pharmaceutiques montrent la nécessité d'un soutien supplémentaire en termes d'infrastructures, de logistique et d'harmonisation des cadres réglementaires, ce qui contribuerait à promouvoir l'intégration régionale, notamment par la création de chaînes de valeur régionales.

Deuxièmement, étant donné les préoccupations actuelles du Nigéria concernant le commerce régional, en particulier la contrebande, les interventions et le soutien en matière de facilitation des échanges devraient adopter une approche axée sur les problèmes pour résoudre les questions définies au niveau local qui bénéficient également d'un soutien politique, plutôt qu'une approche descendante ou axée sur les solutions. Une approche sectorielle peut aider à identifier précisément les contraintes contraignantes au développement. Par exemple, les acteurs ne perçoivent pas en fait une menace directe des importations régionales de riz. La principale préoccupation est plutôt le manque de capacité de l'État à surveiller et à contrôler efficacement le flux de riz de contrebande provenant de l'extérieur de l'Afrique et entrant au Nigéria par ses frontières terrestres avec ses voisins, notamment le Bénin. La facilitation des échanges visant à stimuler cette capacité pourrait également renforcer l'intégration régionale. D'autre part, si la rationalisation des formalités douanières pour les produits pharmaceutiques peut promouvoir un commerce régional plus important, on ne saurait trop insister sur l'importance de systèmes réglementaires harmonisés pour assurer la viabilité du secteur.

Plutôt que d'examiner les politiques en elles-mêmes, ce document apprécie également le contexte dans lequel ces politiques commerciales et industrielles du Nigéria ont été introduites avant la fermeture des frontières. Cela nécessite également une appréciation plus approfondie des dynamiques politiques en jeu. Ce n'est qu'en les dévoilant que l'on pourra concevoir des mesures efficaces de facilitation des échanges qui auront plus de chances d'être mises en œuvre et d'être maintenues dans le temps.

1. Introduction

Les gouvernements africains s'orientent vers le développement socio-économique et l'industrialisation par le biais de l'intégration régionale. Le continent offre un vaste marché qui peut promouvoir la croissance et le développement industriel si les barrières commerciales sont supprimées par la libéralisation et d'autres mesures. C'est la raison d'être de la Zone de Libre Échange Continentale Africaine (ZLECAf) en cours. Le Nigéria a ratifié l'AfCFTA en décembre 2020, signalant ainsi son engagement envers l'ambition de l'intégration régionale. Cela vient s'ajouter aux engagements en faveur de l'intégration de la CEDEAO à travers le schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO (SLEC) et l'application du Tarif Extérieur Commun (TEC). Ces processus sont soutenus depuis longtemps par les partenaires de développement, avec un accent important, au-delà des accords commerciaux, sur la facilitation des échanges.

Si l'engagement politique du Nigéria envers la ZLECAf existe sur le papier, sa signature et sa ratification ont été quelque peu lentes à venir, après des consultations minutieuses avec les principales parties prenantes. En outre, elles interviennent à la suite d'une autre décision politique : le 20 août 2019, le gouvernement a unilatéralement fermé ses frontières terrestres pour tous les échanges avec les pays voisins via les frontières terrestres. Cette décision a eu des ramifications importantes, notamment de graves perturbations du commerce régional, et a créé des tensions diplomatiques. En tant que moteur économique de l'Afrique de l'Ouest, de tels développements au Nigéria ont des implications majeures pour l'économie régionale et les processus d'intégration régionale. Étant donné que la mise en œuvre des engagements régionaux se produit au niveau national et que, comme le montrent des recherches antérieures, les intérêts nationaux ont tendance à prévaloir sur les engagements régionaux (Byiers et al. 2018) - tout progrès en matière d'intégration régionale dans la CEDEAO nécessiterait l'adhésion du Nigéria. Il est donc important de comprendre le contexte dans lequel la fermeture de la frontière a été annoncée. Ainsi, plutôt que de se concentrer sur la justification de la fermeture de la frontière par le Nigéria, ou sur son absence,¹, cet article prend du recul pour expliquer les choix politiques du Nigéria qui l'ont précédée.

Dans cette optique, ce document examine les positions de la politique commerciale et industrielle du Nigéria qui ont conduit à la fermeture de la frontière et ce qu'elles signifient pour le processus d'intégration régionale au sens large, y compris ce qu'elles impliquent pour la conception de mesures efficaces de facilitation du commerce. Plus précisément, il analyse **les acteurs et les facteurs qui expliquent les choix de la politique commerciale et industrielle nigériane et les implications que cela a pour le soutien de l'intégration régionale dans la CEDEAO, et par extension la ZLECAf, en se concentrant sur le secteur du riz et des produits pharmaceutiques.**

L'exploration de cette question touche à plusieurs débats politiques connexes. Alors que l'industrialisation est une priorité politique essentielle pour de nombreux pays et que la politique industrielle peut inclure des mesures de protection, les entreprises dépendent du commerce - pour exporter leurs marchandises ou importer des intrants -

¹ Pour certains, la fermeture de la frontière terrestre a alimenté les interrogations de longue date des autres gouvernements régionaux et des partenaires internationaux quant à l'engagement du pays en faveur de l'intégration régionale, arguant qu'il fait preuve de peu de leadership dans la conduite du programme d'intégration commerciale de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), et qu'il s'est plutôt concentré sur la substitution des importations pour développer les industries locales (Imoukhome 2022). Pour les partisans de la décision, cependant, la fermeture de la frontière était une mesure sévère mais nécessaire pour perturber les réseaux de contrebande (une menace importante pour les efforts d'intégration) qui mettaient en péril l'effort d'industrialisation du pays, entre autres choses. Les tensions entre les politiques industrielles nationales et les engagements commerciaux régionaux ont été soulignées dans le passé (voir par exemple Kassa et Zeufack 2020 ; Woolfrey et Byiers 2019). En fait, en critiquant ses politiques industrielles, certains affirment que c'est la position "protectionniste" du Nigeria qui soutient la contrebande en créant des différences de prix (voir par exemple Kwarkye et Matongbada 2021 ; Golub et al. 2019).

afin d'accroître leur productivité et leur compétitivité. En tant que telles, l'intégration régionale et l'industrialisation ne sont pas opposées. Les politiques industrielles peuvent être confrontées à plusieurs problèmes de mise en œuvre, notamment le manque de coordination, l'emprise politique (politique clientéliste) et la recherche de rentes, entre autres. En outre, les barrières non tarifaires ou BNT (contrôles supplémentaires, exigences de certification) peuvent exister comme un moyen de protéger le marché intérieur (Herghellegiu 2017), ou d'accorder des privilèges et de distribuer des rentes à des entreprises politiquement connectées au lieu d'une protection tarifaire (Rukteschler et al. 2021). Comprendre les motivations qui sous-tendent les politiques industrielles et les barrières commerciales existantes peut éclairer les voies plausibles pour promouvoir l'intégration régionale, notamment par la facilitation des échanges, de manière à soutenir également les objectifs de la politique industrielle. Cela dépendra toutefois des spécificités sectorielles, comme le soulignent les études de cas sur le riz et les produits pharmaceutiques.

Le reste du document est organisé comme suit : la section 2 donne un bref aperçu de la politique industrielle et des formes qu'elle a prises au Nigéria. La section 3 s'intéresse à la dynamique du secteur du riz, tandis que la section 4 se penche sur les produits pharmaceutiques. Sur la base de ces dynamiques, la section 5 expose certaines des implications pour l'appui à l'intégration régionale, et les programmes de soutien à la facilitation des échanges en particulier. Le document est basé sur plusieurs entretiens qui complètent une recherche documentaire approfondie, s'appuyant sur des articles universitaires, de la littérature grise ainsi que des articles de presse.

2. Politiques industrielles au Nigéria

La structure économique du Nigéria est dominée par une agriculture à faible productivité et une forte dépendance à l'égard du secteur pétrolier pour la génération de revenus. L'industrialisation a été au centre des stratégies économiques depuis l'indépendance avec plusieurs objectifs en tête - ajout de valeur, création d'emplois, promotion des exportations et diversification par rapport au pétrole. Mais comme le montre cette section, **dans la pratique, les politiques industrielles, souvent déclenchées par des pénuries de devises après une chute des prix du pétrole, ont en fait été largement basées sur des restrictions à l'importation de quelque nature que ce soit et sont fortement politisées, alimentant finalement la recherche de rentes basée sur les relations entre l'État et les entreprises.**

Les politiques industrielles en tant que réponse aux crises, en mettant l'accent sur les restrictions à l'importation

Les efforts passés en matière de politique industrielle ont plutôt été une réponse aux circonstances économiques du pays à des moments spécifiques. Usman (2020) affirme qu'il existe un **lien direct entre la réduction du prix du pétrole brut et les tentatives de politique industrielle du Nigéria**. Alors que le pays est aux prises avec les crises de change qui s'ensuivent, les appels au développement des industries locales et à la diversification par rapport au pétrole se font plus pressants. La tentative la plus récente du Nigéria de poursuivre la diversification économique sous l'administration de Muhammadu Buhari peut être comprise dans cette optique. Avec des prix du pétrole historiquement bas, la croissance économique du pays a été sévèrement touchée (décélération de 6,2 % en 2014, à 2,7 % en 2015, et -1,5 % en 2016) et les finances publiques étaient dans un état désastreux (PWC 2017).

Parce qu'elles sont une réponse aux crises de change, l'objectif principal a été d'économiser des devises étrangères. Par conséquent, les **politiques industrielles se sont appuyées sur les restrictions à l'importation et le contrôle des changes** pour encourager la production nationale. Le pays a une longue histoire, qui remonte au moins au début des années 1980, de rétablissement de ces mesures en réponse aux crises (LSE 2015). La réponse de l'administration actuelle aux défis fiscaux et macroéconomiques consécutifs à la chute des prix du pétrole a également été d'adopter

une politique de change restrictive (c'est-à-dire maintenant artificiellement la valeur de la monnaie locale) avec des taux de change multiples pour limiter les importations.² Un mois après son entrée en fonction, le nombre de produits figurant sur la liste des restrictions à l'importation a été augmenté, avec un accès restreint aux devises étrangères au guichet officiel pour les importateurs de plus de 40 articles, dont le riz (CBN 2015).

Les politiques industrielles du Nigéria ont mis l'accent sur « l'autosuffisance ». Toutefois, les recherches menées par des experts montrent que nombre de ces politiques manquent souvent du travail de fond nécessaire pour identifier les défis. Par conséquent, les politiques manquent de substance. De plus, avec des décisions descendantes prises au niveau central, les personnes chargées de mettre en œuvre ces décisions ne sont pas suffisamment consultées pour déterminer la faisabilité de ces politiques (Adegboye 2022). Bien que ces politiques énoncent leurs objectifs, elles n'ont souvent pas réussi à fournir un moyen concret d'aller de l'avant par le biais d'interventions visant à accroître la capacité de production dans les secteurs ciblés afin de répondre à la demande intérieure ou d'améliorer la compétitivité pour devenir des exportateurs.

La politique d'intégration en amont, adoptée en 2002, a constitué un cadre institutionnel important pour le soutien de l'industrie manufacturière (Itaman et Wolf 2021a). Destinée à remédier à la forte dépendance à l'égard des importations, cette politique a été appliquée à divers secteurs - initialement le ciment et les boissons, avant d'être étendue à d'autres secteurs comme le sucre, le riz, le concentré de tomates, l'automobile et le textile (Ibid.). Les incitations politiques prennent principalement la forme de tarifs, de prélèvements et d'allègements fiscaux, et sont subordonnées à la démonstration d'un engagement à renforcer la capacité d'approvisionnement nationale. Cette politique s'est avérée fructueuse dans certains cas. Par exemple, le Nigéria, qui était un grand importateur de ciment en 2007, est devenu le deuxième plus grand producteur de ciment d'Afrique subsaharienne (après l'Afrique du Sud), s'approvisionnant à plus de 95 % (en 2017) dans le pays pour sa production de ciment (McCulloch et al. 2017). Bien que le succès du ciment ait sans doute conduit à d'autres tentatives de politique industrielle par le biais de restrictions à l'importation, la mise en œuvre de cette politique dans d'autres secteurs a donné des résultats mitigés.³

De nombreuses politiques, de nombreux changements

Une autre caractéristique des politiques industrielles au Nigéria est la multiplicité des changements de politique et d'orientation. Si de multiples stratégies et plans (voir ci-dessous) ont été introduits pour promouvoir l'industrialisation au Nigéria depuis l'indépendance, ils n'ont pas réussi à se traduire par des politiques industrielles réalisables et efficaces. Des **changements idéologiques ont eu lieu**, passant d'une industrialisation dirigée par le secteur public dans les années 1970 à une industrialisation dirigée par le secteur privé depuis les années 1990 (Chete et al. 2016). En fait, avec le changement politique plus large vers des réformes orientées vers le marché influencées par les institutions de Bretton Woods dans le cadre du Consensus de Washington, la politique industrielle a été largement privée de priorité (Said 2021). Au lieu de cela, de nouvelles interventions (par exemple, la promotion de la concurrence, la libéralisation) dans le cadre des programmes d'ajustement structurel ont été orientées vers l'annulation de certains des aspects perçus comme nuisibles des politiques précédentes (par exemple, le relèvement des barrières tarifaires pour protéger l'industrie nationale qui aurait faussé le marché). Cependant, tous ces efforts n'ont pas accordé suffisamment d'attention au renforcement des capacités de production par l'apprentissage par la

² Pour illustrer, les taux de change dans les trois principaux segments à la clôture des transactions le 23 juin 2020 étaient : Marché officiel - N361/\$; guichet des investisseurs et des exportateurs - N386,63/\$; marché parallèle - N457,5/\$ (Komolafe 2020). Les critiques avertissent que cela exacerbe à son tour la crise monétaire du Nigeria (Nwanma 2020).

³ Par exemple, Itaman et Wolf (2021a) rapportent également " Dans le secteur du sucre, dans le prolongement de la politique nationale du sucre de 2003, le plan directeur national du sucre de 2012 spécifie des augmentations progressives des droits et un prélèvement sur l'importation de sucre brut et raffiné. En 2017, 90 % du sucre consommé au Nigeria est raffiné sur place, mais 90 % du sucre brut est encore importé. "

pratique. En outre, d'autres contraintes contraignantes au développement industriel en termes d'infrastructures (y compris l'accès à l'énergie) et de logistique, d'accès au financement, aux intrants et aux marchés persistent, comme le montrent les cas du riz et des produits pharmaceutiques ci-dessous.

La nature fortement politisée de la formulation et de l'exécution des politiques au Nigéria a des effets profonds sur le type de soutien à l'industrialisation et sur sa continuité. Le Nigéria s'est doté d'un grand nombre d'instruments de planification différents au cours de son histoire post-indépendance,⁴ , mais ceux-ci manquent de continuité et de cohérence, les changements d'instruments et de politiques connexes dépendant du cycle politique national et des changements politiques plus larges mentionnés ci-dessus. Cela affecte directement l'environnement des affaires (Anudu 2020). Dans d'autres cas, des entreprises comme Dangote, dans un effort pour assurer la continuité de la politique dans un environnement d'incertitude, se sont engagées dans une stratégie de présentation d'une certaine politique "comme un succès tout en cooptant un plus large éventail d'élites politiques et en augmentant son utilisation du langage nationaliste" (Odiye et Onofua 2020) comme cela a été observé dans le cas du ciment.

Le cas des aides agricoles illustre bien l'évolution des politiques. Bien qu'il s'agisse d'une priorité politique des gouvernements successifs, son objectif et sa portée ont changé. Le programme de transformation de l'agriculture (BAD 2013), combiné au programme de soutien à l'amélioration de la croissance (GES), sous l'administration de Goodluck Johnathan, a soutenu l'accès par la déréglementation des intrants agricoles (semences et engrais) ainsi qu'un système d'enregistrement électronique pour distribuer les intrants subventionnés aux agriculteurs, des réformes de la commercialisation, de nouveaux cadres d'investissement pour attirer les investissements à grande échelle, et des subventions connexes. L'administration Buhari a introduit le programme des emprunteurs d'ancrage (ABP) en 2015 pour améliorer l'accès à des prêts abordables, en particulier pour les petits exploitants agricoles, et l'initiative présidentielle sur les engrais (PFI) en décembre 2016 (Olomola et Nwafor 2018) axée sur la production nationale d'engrais.⁵ Les résultats préliminaires d'une analyse comparative en cours des politiques en matière d'engrais montrent qu'alors que le GES a augmenté l'accès des agriculteurs tout en souffrant de graves fuites, la PFI a réussi à augmenter la production nationale d'urée et le mélange, même si l'adoption par les agriculteurs reste relativement faible (ACE 2019).⁶ Néanmoins, les deux gouvernements ont **lutté pour concevoir et mettre en œuvre des politiques garantissant l'adoption et l'augmentation de la productivité tout en minimisant les fuites dues à la corruption et en restant financièrement viables.**

⁴ Il s'agit notamment des plans de développement nationaux (quinquennaux) - premier NDP (1962), deuxième NDP (1970-74), troisième NDP (1975-80), et quatrième NDP 1981-85. Le cinquième NDP (1986-90), sous l'administration Babagida, a été intégré au programme d'ajustement structurel (PAS) (Iheanacho 2014). En 1990-98, un plan triennal glissant a été introduit, ainsi qu'un plan prospectif sur 15-20 ans (Ukah 2008). Sous l'administration démocratique d'Obasanjo, la directive économique nationale de quatre ans a été adoptée, suivie de la stratégie nationale d'autonomisation et de développement économiques (NEEDS 2007-11). Le programme en sept points de Yar'adua dans la politique de transformation Vision 20 a été abandonné lorsque l'administration Jonathan est entrée en fonction et remplacé par le programme de transformation 2011-15 (Shuaibu 2020). Enfin, le plan de relance économique et de croissance (2017-20) sous l'administration Buhari est désormais suivi du plan de développement national à moyen terme (MTNDP) (Olisah 2021a).

⁵ Outre la poursuite du soutien à la politique agricole de l'administration précédente dans les secteurs du sucre et du riz, le Conseil nigérian de promotion des exportations a reçu un coup de pouce sous l'administration actuelle. Le programme de subventions à l'expansion des exportations (suspendu en 2013 en raison d'abus perçus de la part des bénéficiaires (Obayomi 2019)) a été relancé, de même que d'autres nouveaux programmes, y compris parmi les petits producteurs (par exemple, le programme de facilité d'expansion des exportations de 2021). Le gouvernement a également affecté 50 milliards de N du budget 2017 au développement de nouvelles zones de traitement des exportations et de zones économiques spéciales (Anudu 2016).

⁶ Plus récemment, l'usine d'engrais Dangote, la deuxième plus grande du monde, a été inaugurée (Shehu 2022).

Au service des groupes d'intérêt

Les relations informelles et les dynamiques politiques (y compris la politique) sont aussi importantes que les politiques elles-mêmes. Les politiques industrielles génèrent des rentes car elles modifient la répartition des ressources entre les différents acteurs, qui sont utilisées pour encourager et imposer l'apprentissage en vue de la croissance de la productivité (Khan 2013). Au Nigéria, la politique industrielle se concentre essentiellement sur les restrictions, qui génèrent des rentes. Cependant, sans mesures d'accompagnement concomitantes pour développer les infrastructures, ou d'autres mesures politiques comme le contrôle de la qualité, la croissance de la productivité n'a pas été suffisante, comme l'illustrent les cas du riz et des produits pharmaceutiques. En l'absence de capacité de l'État à contrôler les performances et à discipliner les acteurs, les entreprises se sont souvent engagées dans la recherche de rentes improductives sans se concentrer suffisamment sur l'augmentation de la productivité. Le comportement de recherche de rente des politiciens et des bureaucrates est tout aussi dommageable. En fait, étant donné la distribution très dispersée du pouvoir et des capacités technologiques (ou de l'implantation politique), les politiques industrielles sont souvent caractérisées par "des niveaux élevés d'incohérence et d'inversion des politiques, une forte incidence (et décentralisation) de la corruption politique et bureaucratique, et des horizons à court terme permettant des niveaux significatifs de corruption prédatrice" (Gaiya 2021).

Les politiques ultérieures peuvent également servir des groupes rivaux. Par exemple, même si les politiques introduites par l'administration précédente ont augmenté l'accès des agriculteurs à des services améliorés,⁷ , comme le montre le cas du riz ci-dessous, il y a eu des fuites importantes dues à la corruption et à la recherche de rentes, favorisant en particulier quelques grandes entreprises. Bien qu'une partie de cette situation ait été annulée par l'administration entrante en 2015 avec une rhétorique formelle autour de la diversification économique en promouvant les activités agricoles, de manière informelle, elle a servi un électorat important de partisans du Nord, qui étaient principalement des agriculteurs.⁸ Alors que l'ABP leur permettait d'obtenir des prêts bon marché à des taux d'intérêt à un chiffre, touchant plus de 3,1 millions d'agriculteurs (Mojeed 2021), , des rapports font état de défauts de paiement et de faibles taux de remboursement, en particulier dans le Nord-Ouest,⁹ où les prêts pouvaient être traités comme des subventions par les partisans, avec peu d'espoir de remboursement. Cela peut affecter la durabilité globale de ces programmes à l'avenir. De même, alors que le gouvernement actuel a officiellement créé le Conseil consultatif sur la politique industrielle et la compétitivité du Nigéria, réunissant des industriels nationaux pour piloter le programme industriel (Nairametrics 2017), les entreprises qui étaient trop étroitement liées au parti politique adverse auraient été exclues.

Le point de vue du Nigéria sur l'intégration régionale et le rôle du Bénin

Les vues du gouvernement nigérian sur l'intégration régionale ont également connu des changements au fil du temps, dans une contradiction apparente dans la façon dont le pays se projette. Alors que la coopération régionale dans les domaines de la sécurité et de la stabilité politique est restée inébranlable, le pays a changé plusieurs fois de position lorsqu'il s'agit de coopération économique et d'intégration régionale (Dennis 2017).¹⁰ Selon Alayande (2020), la politique économique étrangère du Nigéria, étroitement liée à sa politique commerciale, a connu des

⁷ Rien qu'en 2012, 1,5 million de petits exploitants agricoles ont obtenu des semences et des engrais subventionnés via leur téléphone portable (Ogwuda 2013). En 2013, 10 millions d'agriculteurs ont été enregistrés avec des cartes d'identité, permettant au gouvernement de les cibler plus précisément via leurs informations biométriques.

⁸ La victoire présidentielle de Buhari est liée, entre autres, au soutien dont il bénéficie dans les États du Nord du pays (Malumfashi 2021).

⁹ Les taux de remboursement ne dépassent pas 50% à Kaduna et 20% à Kano (Adewale et al. 2021).

¹⁰ Le potentiel du pays à renforcer son influence dans la région par le biais du soft power (Ogunnubi et Isike 2018), est sévèrement limité par des défis internes tels que la gestion macroéconomique. De même, le pays n'est pas conscient de l'appel au sentiment de la CEDEAO (Sinclair 1983) - ce qui se reflète manifestement dans la décision de fermer les frontières. De ce point de vue, sa politique industrielle et son intégration régionale impliquent un équilibre délicat (Walter 2021).

changements subtils, passant de "la position hégémonique afrocentrique de la politique étrangère de l'ère militaire à une diplomatie économique, puis à une approche pragmatique de la politique commerciale". La politique étrangère afrocentrique du pays est perçue comme n'ayant pas apporté d'avantages,¹¹, ce qui s'explique dans une certaine mesure par la dynamique spécifique du pouvoir et de la politique entre l'UEMOA (francophone) et la CEDEAO plus large, où les premiers sont considérés comme "obtenant facilement ce qu'ils veulent" malgré une contribution bien moindre à la CEDEAO (Byiers et Dièye 2022; Udo et Ekott 2013). **Les anciens plans et stratégies de développement national font peu référence à la CEDEAO ou à l'intégration régionale en termes de développement économique** (à l'exception d'autres domaines tels que la sécurité et la stabilité politique). La position de l'administration actuelle est explicitement de " coordonner les politiques industrielles et commerciales en fonction des règles commerciales et des priorités économiques de l'économie nigériane, et de refléter ces priorités dans les négociations commerciales bilatérales, régionales, continentales et mondiales " (ERGP 2017).

Les choix et les actions politiques du Nigéria déterminent, et sont déterminés par, le rôle joué par ses voisins, notamment le Bénin. En tant qu'**économie d'entrepot**, la stratégie de développement économique du Bénin (et d'autres pays comme le Togo) repose en grande partie sur son attractivité relative en tant que plaque tournante commerciale, en maintenant des barrières tarifaires et des coûts de transbordement faibles grâce à l'amélioration du fonctionnement de ses ports. Le commerce régional transfrontalier a donc joué un rôle très important pour ces petits États côtiers (par exemple, Golub 2012). Par exemple, le Bénin, qui compte 12 millions d'habitants, dépend du commerce de transit avec le Nigéria, qui compte plus de 200 millions d'habitants, à hauteur de 20 % de son PIB ; quelque 80 % des importations du Bénin sont destinées au Nigéria (Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest 2018). Au fil des ans, le pays est devenu un important fournisseur de produits réexportés vers le Nigéria (Paquet et Savard 2009 ; Golub et al. 2019).

Au fil du temps, l'économie du Bénin s'est de plus en plus informalisée, 80 % de la main-d'œuvre étant employée dans le secteur informel selon certaines estimations (Darame 2019). Dans le contexte de la dépendance à l'égard de son grand voisin, la position protectionniste du Nigéria d'une part, et le manque d'autres opportunités productives au Bénin en raison de plusieurs facteurs d'autre part, ont créé une **économie de contrebande naissante**, y compris dans les produits protégés par le Nigéria comme le riz (Kassa et Zeufack 2020). En raison de la porosité des frontières terrestres, le gouvernement nigérian n'a qu'un contrôle limité sur ces flux. Selon les estimations de Benjamin et al. (2013), à la suite de l'interdiction par le Nigéria des importations de voitures d'occasion pour stimuler la production nationale, les importations de voitures par habitant au Bénin ont atteint environ 70 dollars en 2007, soit sept fois la moyenne de la CEDEAO, la plupart de ces importations étant ensuite réexportées au Nigéria. Il en va de même pour les importations de tissus, qui ont atteint une moyenne de 100 dollars par habitant, contre une moyenne de 7 dollars pour la CEDEAO, ainsi que pour plusieurs autres produits.

L'économie de la contrebande au Bénin est caractérisée par une politique de patronage, les élites dirigeantes et commerciales au plus haut niveau étant impliquées dans les importations à grande échelle ou les freinant. Par exemple, Sébastien Ajavon, un partisan de Talon (l'actuel président du Bénin) devenu rival, est également appelé le "roi du poulet congelé" en tant que plus grand importateur de volaille, qui est ensuite principalement réexportée au Nigéria (Modern Ghana 2017). De même, Patrice Talon (autrefois principal soutien financier de l'ancien président Thomas Boni Yayi) contrôlait lui-même le port de Cotonou en 2011, qui est la principale porte d'entrée de la contrebande au Nigéria.

¹¹ Les actions politiques ont parfois été menées aux dépens de sa propre population, comme par exemple la fourniture d'électricité aux pays voisins, le Bénin et le Niger, alors que le Nigéria connaît lui-même une alimentation électrique irrégulière à l'intérieur de ses frontières (Ogunnubi et Okeke-Uzodike, 2016).

En outre, les **frontières entre les deux pays sont des lieux de commerce transfrontalier informel florissant**. Il y a plusieurs raisons à cela. L'une d'entre elles est l'existence d'**affinités ethnoculturelles étroites** entre les peuples de ces pays, avec une longue histoire de relations commerciales et de liens de parenté (Hoffmann et Melly 2018) qui transcendent les frontières nationales et les règles formelles. Abiassi (2006) fournit d'autres raisons plausibles. L'écart entre la production nationale nigériane et la demande, associé à la pénurie de devises, fait de la contrebande de riz une option viable. En outre, les réexportations du Bénin sont souvent associées à l'achat de produits fabriqués localement (souvent de mauvaise qualité) au Nigéria, ce qui suggère que les deux côtés de la frontière ont intérêt à poursuivre ces arrangements.¹²

Le commerce transfrontalier informel varie selon un large éventail allant des activités de survie et à petite échelle aux réseaux de contrebande organisés (voir par exemple Karkare et al. 2021). Alors que des pays comme le Bénin apprécient l'importance de ce commerce pour générer des moyens de subsistance en l'absence d'autres alternatives productives ainsi que dans le contexte de liens de parenté séculaires, le **gouvernement nigérian a tendance à considérer le commerce transfrontalier informel comme une activité illégale qui met en péril ses ambitions d'industrialisation**. C'est d'ailleurs l'une des raisons officielles de la fermeture de la frontière en 2019. S'il y a une part de vérité dans ces préoccupations, il est peu probable que ces questions plutôt complexes puissent être résolues sur la base d'interdictions et de prohibitions.

Contextualisation de la fermeture de la frontière

Les préoccupations liées à la contrebande constituent une question politique plutôt pressante dans un pays qui tente de stimuler la production nationale (ce qui est en soi une réponse à une crise économique plus large). L'omniprésence de la contrebande, tout en reflétant l'incapacité du Nigéria à contrôler efficacement les frontières, met également en évidence les problèmes du SLEC et le manque de capacité régionale à surveiller et à protéger les pratiques illicites et la violation des règles d'origine qui entravent le fonctionnement efficace d'une zone de libre-échange. C'est dans ce contexte que l'on peut comprendre l'utilisation d'ONT et de procédures douanières lourdes au Nigéria, dont l'objectif est de rendre difficile le commerce de marchandises réputées protégées. Cela explique le rôle de l'État qui tente de réglementer, plutôt que de faciliter, le commerce transfrontalier.

Bien que la politique industrielle au Nigéria ait souvent été synonyme d'obstacles au commerce, les mesures de facilitation des échanges constituent également une part importante du dosage des politiques adopté par le gouvernement. Par exemple, il a accepté de mettre en œuvre l'accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE) en Janvier 2017 (OMC 2017), ainsi que les réformes du Service des douanes du Nigéria (NCS) visant à faciliter les échanges en réduisant le temps de négociation de 50 % (Ships & Ports 2017). Le Nigéria a également participé à des initiatives plus larges de la CEDEAO, notamment le programme de facilitation des échanges en Afrique de l'Ouest. Le gouvernement a également pris des mesures pour réduire la contrebande en faisant don de dix véhicules Toyota Hilux et de cinq pick-up Nissan Frontier à ses homologues du Niger et du Bénin en 2014 et 2015 respectivement, afin de mieux surveiller les frontières. Cependant, selon certains acteurs, ces actions de coopération transfrontalière n'ont pas eu d'impact sur la contrebande.

C'est dans ce contexte que le gouvernement a annoncé la fermeture de ses frontières terrestres avec les pays voisins, le Bénin, le Cameroun, le Tchad et le Niger, le 20 août 2019. Cette mesure drastique est intervenue après que les efforts précédents pour contenir la contrebande n'aient pas été respectés, et dans de nombreux cas

¹² C'est ce que souligne une publication déclassifiée du Club du Sahel datant de 2000. Bien que datée, il y a lieu de penser que la dynamique se poursuit encore aujourd'hui (OCDE 2000).

ouvertement bafoués, un exemple clé étant la contrebande de riz importé d'Asie.¹³ Voici quelques-unes des raisons officielles de la fermeture de la frontière données par le gouvernement :

- relever le défi de l'insécurité en freinant le commerce des armes légères et de petit calibre qui alimentent les insurrections (Vangaurd 2017) ;
- la diversification de l'économie, hors du pétrole, par l'industrialisation et l'amélioration de la compétitivité du secteur privé national, à son tour érodée par les marchandises de contrebande (Orjinmo 2019) ;
- répondre aux préoccupations en matière de santé en mettant un frein à la contrebande de drogues illicites et de médicaments de contrefaçon (BBC 2020) ;
- s'assurer que les Etats membres de la CEDEAO s'engagent dans la mise en œuvre effective du traité et des protocoles commerciaux.¹⁴

Hameed Ali, contrôleur général des services douaniers nigériens, a annoncé que les frontières resteraient fermées "jusqu'à ce que nous ayons un contrôle total sur ce qui entre", sans donner de calendrier pour leur réouverture (Campbell 2019).

Il est important de souligner que ce n'est pas la première fois que le pays prend des mesures aussi drastiques - **les frontières avec les pays voisins ont également été fermées en 1984-86 (et brièvement en 2003) en raison de préoccupations similaires** (Library of Congress Country Studies et CIA World Factbook 1991 ; Olori 2003). En fait, la fermeture des frontières en 1984-86 a eu lieu sous le président actuel, alors qu'il était le dirigeant militaire du pays, lorsqu'il a renversé la deuxième République du Nigéria. Cela fait du Président Buhari un acteur fort derrière la fermeture de la frontière.

Le gouvernement insiste sur le fait qu'il a fait preuve de la diligence nécessaire et s'est appuyé sur toutes les lois en vigueur pour décider de fermer les frontières.¹⁵ Par exemple, les dispositions de l'article 41(3) du traité révisé de la CEDEAO (1993) ont été évoquées, qui permet à un État membre d'imposer des restrictions quantitatives (RQ) lorsqu'elles affectent certains aspects de la société.¹⁶ La fermeture des frontières va toutefois au-delà des RQ.

Le groupe de travail sur le SLEC a été chargé d'évaluer la situation et de trouver une solution acceptable pour toutes les parties afin de rouvrir les frontières le plus rapidement possible. Tout en justifiant sa position, le gouvernement nigérien a également souligné à la taskforce qu'au fil des ans, plusieurs protocoles d'accord (MoU) avec le Bénin et le Niger pour collaborer contre la contrebande et d'autres activités illégales n'avaient pas été respectés.¹⁷ **Le groupe**

¹³ Par exemple, malgré l'interdiction officielle des importations de riz en provenance de tous les voisins depuis 2016, la contrebande de riz importé à bas prix (principalement en provenance d'Asie) a continué à inonder le marché intérieur, rendant le riz national (c'est-à-dire nigérien) non compétitif (Orjinmo 2019 ; Kassa et Zeufack 2020).

¹⁴ En général, le faible respect et la mise en œuvre du schéma de libéralisation du commerce de la CEDEAO (SLEC) ainsi que d'autres protocoles connexes comme le protocole de transit interétatique figuraient parmi les principales raisons de la fermeture de la frontière (Moore 2019).

¹⁵ C'est ce qu'a confirmé Alhaji Abubakar Aliyu - Directeur du Commerce, Ministère Fédéral de l'Industrie, du Commerce et de l'Investissement - lors d'une intervention à l'occasion d'un séminaire en ligne organisé par l'Association nationale des commerçants nigériens (NANTS) et le programme GIZ-EU Nigeria Competitiveness in September 2020 (Sahel Standard Magazine 2020).

¹⁶ Il s'agit notamment des lois et règlements en matière de sécurité, du contrôle des armes, des munitions et autres équipements de guerre et articles militaires, de la protection de la santé ou de la vie humaine, animale ou végétale, ou de la protection de la moralité publique, du contrôle des stupéfiants, des déchets dangereux et toxiques, des matières nucléaires, des produits radioactifs ou de toute autre matière utilisée dans le développement ou l'exploitation de l'énergie nucléaire, etc. (CEDEAO 1993).

¹⁷ Il s'agit notamment de protocoles d'accord de haut niveau comme celui entre l'ancien président Olesugun Obasanjo et le président Kerekou du Bénin le 11 Avril 2005, ainsi qu'à un certain niveau institutionnel comme les 22 et 23 juillet 2015 entre le Service des douanes du Nigeria et le Bénin. Le 11 août 2016, une réunion bilatérale entre le contrôleur général du NCS et son homologue du Bénin a également eu lieu avec un autre protocole d'accord.

de travail a conclu que certains pays ont contourné le protocole de transit de la CEDEAO en ne surveillant pas efficacement les flux de transit (interview).

Le gouvernement nigérian a également mis en place certaines conditions pour rouvrir ses frontières terrestres. Par exemple, il a insisté pour que les marchandises en provenance de l'extérieur de la région arrivent au Nigéria par voie maritime ou aérienne afin qu'elles soient soumises à des contrôles efficaces au moyen de scanners électroniques, tandis que si elles arrivent par voie terrestre, les marchandises doivent conserver leur emballage d'origine. Afin d'assurer la libre circulation des marchandises produites dans la région, elle a également appelé à l'application des règles d'origine du SLEC (Sahel Standard Magazine 2020). En tenant compte de ces éléments, le rapport de la CEDEAO a identifié une feuille de route en 15 points pour la réouverture de la frontière, y compris la destruction des entrepôts (utilisés pour la contrebande) le long des frontières et des principaux corridors de transport, ainsi que l'organisation d'une réunion tripartite de haut niveau des fonctionnaires du Nigéria, du Bénin et du Niger pour mettre en œuvre les protocoles d'accord déjà convenus et entreprendre des patrouilles frontalières conjointes pour contenir la contrebande.

Si la fermeture unilatérale de la frontière par le Nigéria constitue une menace pour l'intégration régionale, les **mesures de rétorsion prises par le Bénin ne font qu'aggraver la situation** (Adenubi 2021). En Juillet 2021, la République du Bénin a commencé à imposer une taxe de 9 millions de FCFA aux camions en provenance du Nigéria qui transitent par son pays. Cela aussi est en contradiction avec les règles convenues de la CEDEAO. En Septembre 2021, environ 3 700 camions étaient bloqués avec des marchandises provenant de pays comme la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo. Le groupe de travail SLEC a récemment entrepris une mission au Ghana pour évaluer la perception présumée de droits sur les marchandises en transit au Bénin, un rapport est en cours de préparation (entretien).

Quel impact de la fermeture des frontières ?

L'impact de la fermeture de la frontière a été important, en particulier sur les petits commerçants et agriculteurs transfrontaliers, y compris les Nigériens, qui vendent leurs produits de l'autre côté de la frontière (voir l'annexe 1 pour plus d'informations). Les prix des aliments locaux comme les tomates et les ananas ont chuté à la suite de la fermeture. Les gouvernements de la région ont protesté contre la fermeture de la frontière, estimant qu'elle violait le protocole de la CEDEAO (APA News 2019). D'autres, comme le Ghana, ont déploré les " dommages collatéraux " des fermetures (Ojeme et Agbakwuru 2019). Dans le même temps, d'autres en ont bénéficié, notamment les riziculteurs qui luttent pour concurrencer le riz de contrebande en provenance d'Asie. Il est clair que **la fermeture a affecté différemment les différents acteurs**, ce qui souligne la nécessité de comprendre leurs intérêts qui non seulement varient selon le secteur mais aussi selon le type d'acteur auquel on se réfère, comme le montrera la section suivante.

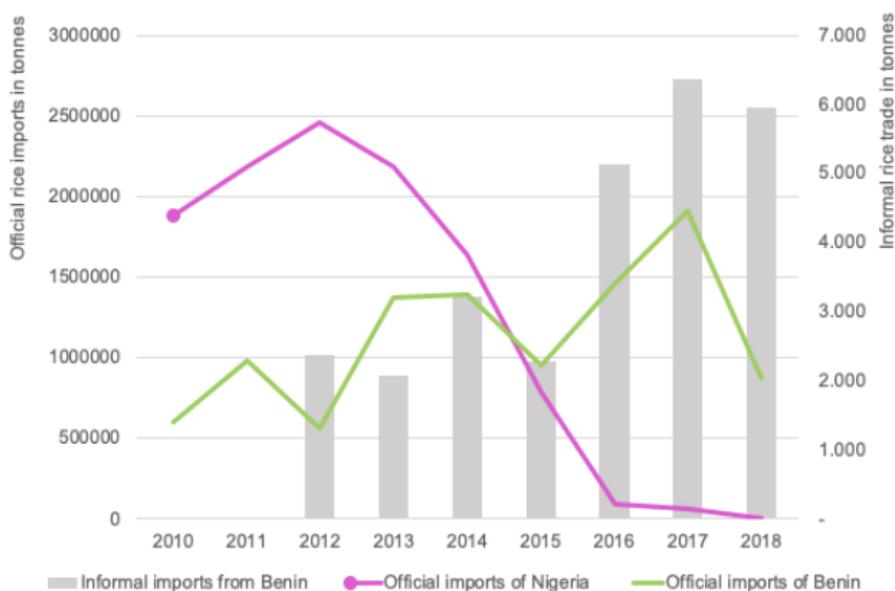
La section suivante se penche sur le secteur du riz et des produits pharmaceutiques pour examiner plus en détail l'évolution des politiques industrielles du Nigéria, où les restrictions et les interdictions pures et simples d'importation ont souvent été utilisées. La fermeture de la frontière, bien que de portée beaucoup plus large, peut être considérée comme une continuation de cet outil. Au-delà de cela, elle brosse un tableau plus large de la manière dont les politiques dans ces secteurs ont entraîné une certaine croissance de la production, mais qu'en l'absence d'autres mesures importantes, le développement de l'ensemble de la chaîne de valeur en tant que telle a été limité.

3. Riz - les progrès de la politique de patronage

Le "problème" du riz

Il existe de bonnes raisons de se concentrer sur le développement du secteur du riz au Nigéria. Le pays est le plus grand consommateur de riz d'Afrique avec une consommation par habitant de 32 kg en 2018 (PWC 2018), avec une demande croissante due principalement à l'urbanisation et à la croissance démographique. Cependant, la production nationale n'est pas en mesure de satisfaire la demande locale, et les importations (par exemple, 2 millions de tonnes en 2018), principalement en provenance de Thaïlande et d'Inde, constituent une grave ponction sur les devises, coûtant 5 millions de dollars US par jour (Aiyede 2021). La stimulation de la production de riz a donc été une priorité des gouvernements successifs, non seulement pour soulager la pression sur les devises étrangères, mais aussi pour améliorer les revenus des agriculteurs étant donné que des millions d'entre eux sont impliqués dans l'exploitation de cette culture. Les petits exploitants agricoles représentent plus de 80 % du total des producteurs, dont plus des deux tiers cultivent dans les bas-fonds pluviaux. Depuis l'indépendance, une approche commune pour soutenir le secteur a été l'intégration en amont et la substitution des importations (Aremu et al. 2016).

Figure 1: Importations officielles et informelles de riz



Source : Tondel et al. 2020

Un important goulot d'étranglement perçu dans le développement du secteur rizicole nigérian est la contrebande à grande échelle de riz importé des pays voisins, notamment du Bénin. En effet, " la plupart des importations de riz du Bénin, jusqu'à 30 000 chargements de camion par an, sont acheminées par des envois en transit à travers le Niger vers le nord-ouest du Nigéria [...] 85 % de la part des importations béninoises qui sont étuvées sont destinées au Nigéria grâce aux orchestrations de commerçants habiles " (World Grain 2016). La figure 1 montre la forte

prévalence des flux de riz informels du Bénin vers le Nigéria. Bien qu'il existe un commerce transfrontalier informel de riz produit localement,¹⁸ une écrasante majorité est constituée de riz importé de l'extérieur de la région.

Le riz bénéficie d'une attention politique significative en Afrique de l'Ouest. Suite à la crise des prix alimentaires de 2008, les gouvernements de la région ont mis en place des cadres politiques pour stimuler la production céréalière nationale, y compris le riz. L'Offensive régionale pour la relance durable de la production de riz en Afrique de l'Ouest (ou Offensive riz), a été formulée, dans le cadre de la politique agricole de la CEDEAO (ECOWAP), pour compléter et soutenir les stratégies nationales, et en particulier, pour promouvoir le commerce régional (Tondel et al. 2020). En outre, le gouvernement nigérian a ses propres programmes et politiques nationaux, tout comme les autres États membres, pour promouvoir le développement du secteur du riz.

Un soutien politique formel important avec une politique de patronage informelle...

Le riz est une priorité pour le soutien du gouvernement depuis plusieurs années, même si les programmes de soutien, leur portée et leur orientation ont changé d'une administration à l'autre. Dans le cadre du Programme de transformation agricole, le gouvernement a cherché à rendre le Nigéria autosuffisant en matière de production de riz d'ici 2015 (Odukoya 2020 ; Ori 2011). Outre les politiques pour l'ensemble du secteur agricole décrites dans la section 2, la Nouvelle politique du riz a été approuvée en 2014, avec un système de droits et de prélèvements différentiels qui a permis aux investisseurs du secteur d'importer du riz à moindre coût (Aremu et al. 2016). Cela leur a effectivement procuré des rentes qui pouvaient être utilisées pour augmenter la productivité.¹⁹

En plus des politiques décrites dans la section 2, **l'administration actuelle a également mis en place une interdiction de toutes les importations de riz par les frontières terrestres en 2016.**²⁰ Cette interdiction est considérée comme une extension des restrictions à l'importation, et un prélude à la fermeture complète des frontières annoncée en 2019. Au cours de cette période, le groupe Dangote s'est lancé dans la production de riz avec un vaste programme de culture extensive dans l'État de Jigawa (Ndadozie 2020). La riziculture fait l'objet d'une attention accrue, le gouvernement explorant les possibilités d'implication directe dans la production de riz. Par exemple, la Banque centrale du Nigéria (qui administre l'ABP) a récemment révélé un plan visant à cultiver un minimum d'un million d'hectares de riz par le biais d'un partenariat avec les agriculteurs de l'Association des riziculteurs du Nigéria (RIFAN), en sélectionnant des ancrs privés pour chaque saison de plantation en 2021.²¹

Dans les deux administrations, la politique de patronage a joué un rôle dominant, même si c'est de manière différente. La politique de prélèvement différencié a donné lieu à une importante captation des élites - les anciens

¹⁸ La production de riz étuvé dans le centre du Bénin est en augmentation, les marchands nigériens étant leurs principaux clients, mais elle est estimée à 800 MT en 2019 (Banque mondiale 2020).

¹⁹ À l'instar de la politique d'intégration en amont du Nigéria, une politique caractéristique pratiquée dans différents secteurs (Akinyoade et al. 2016), le système de droits et de prélèvements différentiels a accordé des avantages en matière de licences d'importation et de quotas aux investisseurs. Ceux qui disposaient de plans de production nationale de riz (DRPP) vérifiés payaient un prélèvement moins élevé (20 %) que les purs négociants (60 %, Aremu et al. 2016). Les quotas ont été alloués aux investisseurs qualifiés sur la base du déficit d'approvisionnement national, et en fonction de critères d'investissement prédéterminés - par exemple, la capacité de broyage nationale, les achats de rizière auprès des agriculteurs locaux et des Paddy Aggregation Centers, etc. En 2014, sur les 1,5 million de tonnes de déficit d'approvisionnement en riz (prévu pour 2015), 1,3 million de tonnes ont été allouées à 26 rizeries et importateurs existants ayant des DRPP approuvés au prélèvement préférentiel (réduit), tandis que le reste a été alloué aux importateurs au prélèvement normal (Ibid.).

²⁰ L'interdiction a été introduite en juillet 2015, et partiellement levée en octobre 2015 à condition que les droits appropriés soient payés. Comme cela ne s'est pas produit, l'interdiction a été réintroduite en Mars 2016 (FAO 2016). Une interdiction des importations de riz via les frontières terrestres a également été introduite en mai 2013 (Agbahey 2021).

²¹ Le gouvernement avait déjà collaboré avec RIFAN dans le cadre d'un programme/système pour les cultivateurs externes qui impliquait le soutien/la formation des riziculteurs à la préparation des terres et aux bonnes pratiques pour les intrants comme les engrais, la mise en relation des agriculteurs avec des sources de financement, entre autres (entretien ; Mojeed 2021).

importateurs se sont camouflés en nouveaux investisseurs et ont récolté des avantages disproportionnés au détriment des acteurs préexistants (Aremu et al. 2016). Les élites dirigeantes se sont rangées du côté de ces acteurs à grande échelle, bien que les petits agriculteurs et les meuniers aient joué un rôle plus important dans la réduction de la dépendance du Nigéria vis-à-vis des importations. Plus précisément, l'exigence d'un investissement minimum existant ou prévu de 10 millions de dollars US pour bénéficier de quotas d'importation a évincé les petits acteurs, tout en favorisant les grands importateurs de riz bien connectés (Tondel et al. 2020 ; Aremu et al. 2016). La mise en œuvre et l'application inégales des règles (entreprises recevant des quotas sans investissements suffisants, vente et non-respect des quotas)²² ont conduit à une surabondance sur le marché entraînant une dépression des prix, ce qui a eu un impact négatif sur les petits producteurs (Tondel et al. 2020). Ainsi, les intérêts particuliers des groupes dominants n'ont pas fait l'objet d'une médiation efficace pour garantir que les investissements soient efficaces et conduisent au développement du secteur. Bien que l'administration actuelle ait critiqué cette politique,²³ elle n'est pas non plus à l'abri des pressions politiques pour répondre à l'électorat des agriculteurs du Nord dans certaines de leurs propres initiatives, comme mentionné dans la section 2.

En résumé, si le développement du secteur rizicole a été une priorité politique pour les gouvernements successifs, les politiques dans le secteur, bien que favorables, sont orientées vers des groupes d'intérêts spécifiques, et parfois rivaux, au gré des changements d'administration. Aucune des deux administrations n'a cependant réussi à apporter une croissance soutenue en augmentant la capacité de production dans le secteur.

... ce qui a permis de réaliser quelques progrès alors que de nombreux autres défis ont continué à être relevés

Les politiques menées par les gouvernements successifs ont permis aux agriculteurs d'accéder à des services améliorés. Cela aurait entraîné une augmentation de la production de rizière, qui est passée de 4,5 millions de MT en 2012, à 7,9 millions de MT en 2013, avant de culminer à 10,7 millions de MT en 2014, selon les chiffres du ministère fédéral de l'Agriculture et du Développement rural.²⁴ La capacité installée pour l'usinage intégré du riz a également augmenté, passant de 70 000 MT en 2011 à plus de 800 000 MT en 2014 (Odukoya 2020) avec 24 rizeries intégrées en 2014, contre une seule en 2011 (Odum 2015). Des investissements majeurs ont été annoncés, dont certains sont mis en évidence à l'annexe 2. De même, l'ABP et le PFI ont également bénéficié à des millions d'agriculteurs et ont augmenté la production nationale d'engrais.

Cependant, **malgré l'interdiction officielle, la contrebande de riz a persisté pendant cette période** (Munshi 2019). **C'est dans ce contexte que la décision dramatique de fermeture des frontières terrestres a été annoncée**, alors qu'il semblait que de nouveaux progrès dans le secteur ne sont pas possibles sans prendre des mesures pour bloquer

²² Par exemple, de petites et insignifiantes usines (Mikap Rice), des entreprises sans usine (Dangote et Golden Penny) ou des usines défuntes (BUA) ont reçu d'importants quotas d'importation. Même une institution religieuse, Jama'atu Nasril Islam, a pu obtenir une licence d'importation de la Présidence. Ces quotas d'importation ont été obtenus sur la base de faux chiffres de capacité, et dans de nombreux cas, les quotas n'ont pas été respectés. Des entreprises appartenant à des personnes influentes, y compris des politiciens (par exemple Ebony Agro, propriété d'un ancien ministre du Commerce et de l'Industrie, Ashi Foods, propriété d'un ancien gouverneur de l'État de Benue, Labana Rice, propriété d'un ancien gouverneur de l'État de Kebi), mais peu intéressées par le développement du secteur du riz, ont à leur tour vendu leurs quotas à des importateurs, dont Elephant Group (Mayah 2015). Non seulement les investisseurs ont revendiqué des chiffres de capacité d'usinage "fantômes", mais ces chiffres sont devenus la base de la détermination des quotas. Le déficit d'approvisionnement réel était probablement beaucoup plus élevé que celui cité par le gouvernement en raison de ces estimations gonflées et non vérifiées. En fin de compte, "les vrais bénéficiaires restent les contrebandiers tandis que les vrais investisseurs connaissent des moments difficiles pour stimuler la production locale, qui est le seul objectif de la politique rizicole." (Mayah 2016).

²³ Au lieu de rendre le Nigeria autosuffisant en riz, l'administration entrante en 2015 a observé "ce que nous avons sous la main est un réseau étroit de corruption où les copains du gouvernement trébuchent les uns sur les autres pour obtenir des licences d'importation de riz" (Shehu 2015).

²⁴ Voir le [discours](#) du gouverneur Godwin Emefiele en 2015.

efficacement l'entrée du riz de contrebande sur le marché intérieur. La contrebande menaçait les progrès des politiques agricoles. "Maintenant que nos concitoyens des zones rurales retournent dans leurs fermes et que le pays a économisé d'énormes sommes d'argent qui auraient autrement été dépensées pour importer du riz en utilisant nos maigres réserves de devises", a déclaré le président Buhari, "nous ne pouvons pas laisser se poursuivre la contrebande du produit dans des proportions aussi alarmantes" (Premium Times 2019).

Les prix du riz ont augmenté suite à la fermeture des frontières (de 14 500 N à 27 000 N pour un sac de 50 kg de riz importé, et augmentation de 22 % du riz domestique dans le sud du pays) (Proshare 2019). Certains acteurs, par exemple RIFAN (Olatunji 2019 ; Vanguard 2019), ont appelé à prolonger la fermeture (Ugwuja et Chukwukere 2021). Certains médias suggèrent que la fermeture de la frontière était "une décision prise dans la bonne direction".²⁵ **Une poignée d'individus au sein du NCS et certains producteurs de riz à grande échelle ont fait pression pour le maintien de la fermeture de la frontière contre la promesse d'autosuffisance en matière de production de riz** (Entretien). Parmi les acteurs de premier plan qui ont fait cette demande, on trouve Dangote.²⁶

La fermeture de la frontière a également révélé que l'ampleur de la contrebande était en fait sous-estimée, ce qui, par extension, impliquait que le **niveau de la production nationale était surestimé**. Par exemple, alors que le gouvernement estime que la production est passée de 7,2 millions de tonnes en 2015 à 9,2 millions de tonnes en 2020, le spécialiste des données agricoles Gro Intelligence l'a chiffrée à 4,9 millions de tonnes en 2019, soit bien moins que les 7 millions de tonnes nécessaires à la consommation intérieure (George 2020). L'exagération des chiffres de production peut être considérée comme un effort visant à présenter la politique protectionniste comme plus réussie qu'elle ne l'est en réalité, afin de justifier sa continuité, comme expliqué dans la section 2. En fait, le déficit d'environ 2 millions de tonnes entre la production et la consommation de riz est comblé par les importations ou la contrebande illégale (Mwai 2022).

Que nous apprend l'expérience du riz ?

Au-delà de l'aide à l'amélioration de l'accès, il existe peu de mécanismes de suivi des performances qui permettent aux acteurs de rendre compte de l'aide qu'ils reçoivent. La portée des politiques reste également limitée. Par exemple, les rendements restent faibles, en partie parce que l'accès aux intrants, y compris les services de vulgarisation, reste limité (Ojo et al. 2020).²⁷ Les considérations de politique commerciale sont importantes - le TEC de la CEDEAO sur le riz reste faible, ce qui favorise les importations plutôt que la production nationale. Bien qu'il ne soit pas facile de relever le TEC,²⁸ . Le Nigéria tente d'inverser cette tendance en augmentant les droits de douane sur les importations sur le marché intérieur, ce qui incite à la contrebande via le Bénin. En particulier en l'absence d'une surveillance efficace des frontières, ces interdépendances affectent l'efficacité des politiques nationales nigérianes. En effet, le Bénin est devenu au fil des ans un fournisseur majeur de riz réexporté, compte tenu des différences significatives entre les droits de douane (12 % au Bénin contre 70 % au Nigéria). Bien qu'un accord ait été signé entre les deux pays pour mettre un terme à la contrebande de riz (Ugbodaga 2021), il est peu probable que cela donne des résultats significatifs tant que les écarts importants entre les taux de douane persistent.

²⁵ " Les Nigériens s'habituent à manger du riz produit localement, et les agriculteurs sont désormais confiants dans l'existence d'un marché stable [...] La fermeture de la frontière [...] a également favorisé l'emploi [local] [...], améliorant le PIB du pays. Les riziculteurs locaux affirment qu'ils s'améliorent de jour en jour et qu'ils comblent l'écart de qualité entre le riz importé et le riz nigérian" (Babatunde 2020).

²⁶ Il a été affirmé que le Nigeria deviendrait bientôt une nation exportatrice de riz (Ramalan 2019). Le président de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina (ancien ministre de l'Agriculture du Nigeria) a également déclaré que le groupe Dangote deviendrait le premier exportateur mondial de riz d'ici 2021 (Premium Times 2017).

²⁷ Voir par exemple [cet article](#).

²⁸ Si les pays susceptibles d'accroître leur production de riz peuvent avoir intérêt à augmenter les droits de douane afin de soutenir les agriculteurs ruraux, il convient de trouver un équilibre avec la nécessité de garantir l'approvisionnement en aliments relativement bon marché pour les consommateurs (urbains).

Bien que la fermeture des frontières s'inscrive dans la continuité d'une série d'efforts visant à endiguer la contrebande et qu'elle ait été complétée par un soutien à la production de rizière, les contraintes de la chaîne de valeur du riz se situent ailleurs. À titre d'exemple, malgré l'augmentation de la production (de rizière), l'inflation des denrées alimentaires au Nigéria est en hausse - surtout depuis la fermeture des frontières - en raison de l'augmentation des coûts de transport, compte tenu du manque d'infrastructures et de services de transport, ainsi que de la hausse des prix du carburant.²⁹ Cela nécessite une intégration au sein du marché national, et une réduction de la fracture urbaine-rurale pour assurer le développement du secteur, ce qui ne reçoit pas suffisamment d'attention politique. La capacité de broyage du riz est freinée par les perturbations continues de l'accès à l'électricité. Le secteur reste très fragmenté, avec une organisation et une coordination limitées entre les acteurs - agriculteurs, moulins et intermédiaires du marché - et des installations médiocres en termes de récolte, d'usinage, de stockage et de transport, ce qui entrave la commercialisation du riz national (Tondel et al. 2020). L'application inégale et incohérente des politiques a nui à leur efficacité et, en fin de compte, a eu un impact négatif sur le secteur.

Même s'il est clair que la fermeture des frontières ne peut pas être une stratégie à long terme pour développer le secteur, il est néanmoins important de souligner que **les politiques protectionnistes du Nigéria sont dirigées contre le riz importé de pays tiers en dehors de la région, qui est ensuite passé en contrebande via les frontières terrestres** (entretien). Les agriculteurs des autres pays d'Afrique de l'Ouest sont également opposés à l'importation de riz étranger bon marché dans la région ; les riziculteurs ghanéens ont fait pression pour que le gouvernement adopte la politique du Nigéria (Nwagbara 2019 ; Ghana Web 2019). Cependant, les acteurs ghanéens du secteur du riz ont moins de relations politiques pour influencer la politique nationale comme cela s'est produit au Nigéria. D'autre part, **le commerce intra-régional du riz produit localement pourrait potentiellement aider à réaliser des économies d'échelle et une plus grande efficacité** étant donné la variation des coûts dans plusieurs activités de la chaîne de valeur en raison de facteurs tels que l'adéquation des terres pour la production de riz, l'échelle des opérations et l'influence des acheteurs/négociants locaux, la capacité d'usinage (liée au coût de l'électricité), ainsi que les capacités de transformation. La libre circulation des marchandises au sein de la région favoriserait la productivité car les pays se concentrent sur des segments spécifiques de la chaîne de valeur dans lesquels ils sont rentables, sans nécessairement se concentrer sur toutes les étapes de la chaîne de valeur.³⁰ Ainsi, la promotion d'une chaîne de valeur régionale peut être un moyen efficace de créer la demande d'intégration régionale et, par extension, de faciliter des échanges.

Bien qu'il existe un certain désir de commerce/coopération régionale (en particulier parmi les petits agriculteurs), les préoccupations concernant la contrebande de riz en provenance de l'extérieur de la région restent plus sérieuses. Pour promouvoir une plus grande intégration régionale, il faut donc s'attaquer à ce problème. La facilitation des échanges pourrait jouer un rôle important à cet égard, notamment par le biais de systèmes de détection et d'élimination des réexportations. Il ne s'agit toutefois pas d'un simple défi technique ; les intérêts et incitations politiques liés aux réexportations doivent être soigneusement analysés afin de proposer des solutions appropriées et adaptées. Ainsi, **le fait de fonder la facilitation des échanges sur la résolution d'un problème spécifique du commerce régional peut garantir une plus grande adhésion des États membres, ce qui la rendra axée sur la demande, et promouvoir simultanément l'intégration régionale.**

²⁹ Les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 18% à l'échelle nationale entre août 2019 et août 2021, cependant, alors que la hausse dans le Nord, producteur de riz, n'était que de 8%, elle était de 25% dans le Sud du pays, consommateur de riz (Dapel 2021).

³⁰ En effet, une telle spécialisation fonctionnelle est déjà visible au Nigeria et au Cameroun à petite échelle. Les riziculteurs camerounais préfèrent exporter leur rizière vers le Nigeria en raison du décorticage du riz plus compétitif au Nigeria, qui est largement indisponible dans les régions productrices de riz du Cameroun (Mbodiam 2021).

4. Produits pharmaceutiques - le rêve d'autosuffisance

Le Nigéria a une longue histoire de production pharmaceutique, qui a commencé lorsque les multinationales européennes ont créé des filiales dans leurs colonies (par exemple, May and Baker Nigeria Pic en 1944, GlaxoSmithKline en 1954 et Wellcome Nigeria en 1962). Ces entreprises figurent toujours parmi les plus grandes sociétés pharmaceutiques du pays aujourd'hui, bien que la configuration et la structure de propriété aient changé. Les entreprises nigérianes **représentent environ 60 % de la production pharmaceutique de la CEDEAO** (ONUDI 2011) et produisent principalement des médicaments génériques (Mackintosh et al. 2016) tels que le paracétamol, l'aspirine, les antifongiques et les multivitamines.³¹

Cependant, les entreprises ne produisent pas de produits pharmaceutiques plus exigeants sur le plan technique (Interviews et Pharmapproach 2021), comme les médicaments contre le cancer ou les vaccins (Adebowale 2021). Par conséquent, **le pays importe environ 70 % de ses besoins en produits pharmaceutiques**, principalement d'Inde et de Chine (Gouvernement du Nigéria 2021 ; Mackintosh et al. 2016) avec une facture d'importation de 1,5 milliard de dollars US en 2019 selon les données commerciales disponibles. Selon Obukohwo et al. (2018), neuf entreprises pharmaceutiques nigérianes exportent environ 26 % de leurs produits vers la région de la CEDEAO,³² mais les exportations sont généralement insignifiantes (Government of Nigeria 2021).

Les efforts visant à promouvoir la production locale se sont principalement concentrés sur les restrictions à l'importation, afin de fournir aux entreprises des rentes d'apprentissage. Cependant, comme le montre cette section, en l'absence de coordination stratégique pour résoudre les contraintes contraignantes et contrôler les performances des entreprises, le secteur reste peu compétitif. L'une des raisons de la fermeture de la frontière nigériane était de s'attaquer au risque sanitaire considérable que représentait la contrebande de drogues illégales et d'opioïdes (dont le Tramadol, la codéine et la morphine), compte tenu de leur utilisation " alarmante " au Nigéria (UNODC 2021).³³ Bien qu'elle n'ait pas été motivée par des considérations de protection de l'industrie nationale, on s'attendait implicitement à ce que la production soit stimulée par la réduction de la concurrence déloyale des drogues informelles.

Bien qu'il y ait un intérêt croissant pour une chaîne de valeur pharmaceutique africaine, il y a des considérations importantes à prendre en compte. Tout d'abord, il est peu probable que les marchés nationaux seuls offrent des possibilités d'économies d'échelle, qui sont essentielles pour rendre les opérations viables (Kaplan et Laing 2005 ; Mackintosh et al. 2016).³⁴ D'autre part, si les marchés régionaux offrent un marché plus important, une coordination significative - en matière d'harmonisation réglementaire, entre autres - est nécessaire pour que l'industrie puisse prospérer. Ensuite, les objectifs concurrents consistant à garantir d'une part l'accès à des médicaments abordables dans une perspective de soins de santé, et d'autre part à promouvoir la production *locale* de médicaments (c'est-à-dire l'industrialisation) qui est, au moins au départ, plus coûteuse que celle proposée sur le marché international,

³¹ La production au Nigeria consiste en des préparations liquides, des comprimés, des capsules, des onguents, des lotions, des crèmes et des préparations ophtalmiques (UNIDO 2011).

³² Il s'agit notamment de Drugfield Pharmaceuticals Ltd, Emzor Pharmaceutical Industries Ltd, Evans Medical Plc, Fidson Healthcare Plc, GlaxoSmithKline Nigeria, May & Baker Nigeria Plc, Mopson Pharmaceutical Industries Ltd, Neimeth International Pharmaceuticals et PZ Cussons Plc (Obukohwo et al. 2018).

³³ Selon l'ONUDS, il y a environ 4,6 millions de consommateurs de drogues illégales et d'opioïdes pharmaceutiques en 2017. Dans la plupart des cas, ces drogues sont passées en contrebande du Nigéria vers d'autres pays de la région (Ibid.), mais selon certains, les médicaments entrent également au Nigéria depuis les pays voisins. Selon une personne interrogée, une plus grande surveillance de la frontière a permis de réduire le flux de ces médicaments.

³⁴ Le marché pharmaceutique africain est comparable à celui de l'Inde compte tenu de sa population et de ses niveaux de revenus, prévu pour passer de 14 milliards de dollars en 2012 à 26 milliards de dollars d'ici 2018, contre 16 milliards de dollars et 28 milliards de dollars en Inde selon les projections de McKinsey (Mackintosh et al. 2016). Le marché du Nigeria devrait atteindre 3,6 milliards de dollars, soit autant que le marché de l'Afrique du Sud aujourd'hui (Holt et al. 2017).

font également des produits pharmaceutiques un cas intéressant. Enfin, COVID-19 a montré que la dépendance totale aux importations n'est pas durable, ce qui explique l'attention croissante au niveau de l'Union africaine pour développer cette industrie.³⁵ La stimulation d'une production pharmaceutique compétitive (nationale/régionale/continentale) nécessite toutefois une politique industrielle active et dédiée pour renforcer les capacités de production (Mackintosh et al. 2016). Un aspect important est de contenir les réseaux de distribution et de vente au détail informels qui font une concurrence (déloyale) aux médicaments enregistrés (Holt et al. 2017). Les politiques industrielles du Nigéria à cet égard sont riches d'enseignements pour d'autres pays.

Prises de position officielles...

Le développement du secteur pharmaceutique est une ambition de longue date des gouvernements nigériens **successifs**, afin de garantir l'accès de la population nigérienne à des médicaments de bonne qualité, et de créer des emplois et des revenus. Cependant, comme le souligne la section 2, la continuité et la clarté des politiques ont été un défi et la nature du soutien a changé. Dans la période qui a suivi immédiatement l'indépendance, le soutien a pris la forme de participations croissantes dans des sociétés multinationales dans le cadre de la politique d'indigénisation de 1972 (et de son amendement de 1977). En 1982-86, les accords de licence ont été subordonnés à la création d'usines de fabrication nationales. Depuis 1990, la politique nationale en matière de drogues (NDPo) est le principal document politique incarnant les objectifs dans ce secteur.

La politique commerciale a été utilisée comme mesure d'accompagnement pour stimuler la production nationale - dans le cadre du deuxième NDPo de 2005, le gouvernement a introduit une interdiction d'importation sur 17 médicaments largement utilisés, qui est toujours en vigueur (International Trade Administration 2021a). Le NDPo comporte également des directives pour l'approvisionnement en médicaments nationaux (Onwujekwe et al. 2022).

L'actuelle administration Buhari a introduit davantage d'outils de politique commerciale. Depuis 2016, la taxe d'ajustement à l'importation (IAT) a été introduite sur les matières premières pharmaceutiques, y compris les ingrédients pharmaceutiques actifs (API), ce qui a effectivement réduit le tarif de 5-20% (dans le cadre du TEC de la CEDEAO) à 0% (Fatokun 2020).³⁶ Dans le même temps, l'IAT sur quatre groupes de médicaments importés qui peuvent être produits par des fabricants locaux (antipaludéens, antibiotiques, dérivés alcaloïdes et vitamines) a été porté à 20% (Ibid.). L'Agence nationale pour l'administration et le contrôle des aliments et des médicaments (NAFDAC), l'organisme national de réglementation, a imposé des frais d'enregistrement élevés sur les médicaments importés afin de décourager les importations, avec une liste de plafonds sur les importations de certains médicaments pour protéger l'industrie nationale.

D'autres outils de politique non commerciale ont également été introduits. Un décret fédéral de 2017 stipule que tous les marchés publics doivent accorder la préférence aux fabricants, entrepreneurs et prestataires de services nationaux, avec au moins 40 % des dépenses pour des produits fabriqués localement, y compris les produits pharmaceutiques (Ibid ; International Trade Administration 2021b). En outre, la politique de 2019 intitulée Five Plus Five-Year Validity (migration à la production locale) accorde à un produit importé nouvellement enregistré une période (maximale) de 10 ans (c'est-à-dire cinq ans d'enregistrement initial plus cinq autres années de renouvellement d'enregistrement) pour migrer vers la production locale (NAFDAC n.a.). Cette migration est limitée aux produits pour lesquels il existe une capacité de fabrication locale (Ibid.).

³⁵ Par exemple, l'AUDA-NEPAD a un plan de fabrication de produits pharmaceutiques pour l'Afrique.

³⁶ Le TEC adopté en 2015 a fixé un taux de droits de douane de 0 % sur les produits pharmaceutiques finis, et de 5 à 20 % sur les matières premières et les intrants intermédiaires (par exemple, l'emballage) pour les produits pharmaceutiques, ce qui a suscité la résistance de nombreux fabricants nationaux (Etim 2015).

Des efforts ont également été déployés pour améliorer l'accès au financement. Les perturbations liées au COVID-19 ont ravivé les conversations autour de la " sécurité des médicaments " au Nigéria et ont déclenché la création d'un programme de soutien au crédit de 100 milliards de Nairas pour les fabricants du secteur des soins de santé, y compris les produits pharmaceutiques (Akande-Sholabi & Adebisi 2020 ; Central Bank of Nigeria 2020). Selon les informations disponibles, en août 2021, 93 milliards de nairas du fonds avaient déjà été déboursés (Obinna 2021). Des investissements de 200 millions de dollars américains sont également prévus dans l'infrastructure pharmaceutique par l'intermédiaire de la Nigeria Sovereign Investment Authority (NSIA), annoncée en juillet 2021 (Olisah 2021b).

... sans engagements crédibles

Si les efforts politiques passés se sont traduits par certains progrès,³⁷ l'ambition du PND0 de 2005 de satisfaire 70 % de la demande de médicaments du pays (en volume) avec les fabricants de médicaments locaux d'ici 2008 n'a pas été atteinte à ce jour. Selon les rapports, l'offre pharmaceutique nationale suffit à satisfaire 45% de la demande nationale en 2017 (Oxford Business Group 2017). L'une des principales raisons pour lesquelles, même après 40 ans d'interventions dans le secteur, la production nationale n'a pas augmenté de manière substantielle, est que **l'industrie pharmaceutique n'a pas été en mesure de se doter des capacités technologiques nécessaires à un secteur compétitif.**

Les acteurs politiques n'ont pas pleinement pris en compte les capacités technologiques et organisationnelles de l'industrie. Les politiques précédentes, notamment la politique d'indigénisation (1972 et 1977) et la stratégie d'octroi de licences (1982-86), n'accordaient pas une attention suffisante à l'acquisition technologique et au développement des capacités.³⁸ Le PAS a annulé certains des progrès initiaux, bien que limités, et a créé des incitations perverses à importer des médicaments finis, car ils sont devenus moins chers (Ibid.).³⁹ Les politiques n'ont pas réussi à créer un environnement d'apprentissage interactif par le biais d'une collaboration avec des entreprises étrangères pour accélérer le développement des capacités, contrairement à d'autres pays comme l'Éthiopie ou le Kenya.⁴⁰ L'État n'avait pas la capacité (technique) de négocier un transfert de technologie approprié ou de le

³⁷ Le pays peut produire certains médicaments de base comme le paracétamol. Pendant le COVID-19, l'industrie locale a utilisé le financement de la CBN pour augmenter ses capacités de production et fabriquer des masques, des équipements de protection individuelle (EPI), des désinfectants pour les mains, des gants, des médicaments antiviraux, des ventilateurs, des fournitures médicales et des vaccins (entretien).

³⁸ Une étude sur le statut des activités de fabrication de produits pharmaceutiques au Nigeria depuis 1971 a révélé que la fabrication nationale se limitait à de simples opérations de mise en comprimés et de mélange de liquides, plus de 95 % des médicaments étant importés, ce qui indique que peu de capacités nationales ont été développées pendant cette période où les multinationales opéraient sur le marché. La commercialisation était l'activité la plus lucrative, avec la plus forte demande de main-d'œuvre.

³⁹ Les réductions tarifaires ont été plus fortes sur les produits finis que sur les produits intermédiaires, ce qui a découragé la fabrication locale. La capacité déjà limitée de l'État à soutenir les entreprises a encore été réduite par l'austérité du PAS. D'autres pratiques, comme l'utilisation abusive des accords de licence destinés à l'importation de matières premières pour importer des médicaments finis, ont encore réduit l'activité manufacturière.

⁴⁰ Cette situation contraste avec celle d'autres pays. Par exemple, l'Ouganda et le Kenya ont des usines de fabrication préqualifiées par l'OMS qui fournissent des médicaments au fonds mondial, et l'Éthiopie exporte des capsules de gélatine dure. Dans le cas de l'Éthiopie par exemple, les coentreprises ont été encouragées à nouer des partenariats stratégiques afin de transformer et de moderniser les installations conformément aux exigences des bonnes pratiques de fabrication (BPF) (Mackintosh et al. 2016). Ces collaborations sont considérées comme un facteur clé du succès à long terme de l'industrie pharmaceutique en Éthiopie. Dans une certaine mesure, des observations similaires peuvent également être faites à propos du Kenya où les entreprises nationales ont également puisé dans les réseaux mondiaux pour identifier des fournisseurs d'équipements fiables afin de surmonter le défi de la dépendance aux importations. Outre une politique industrielle motivée par la substitution des importations et les premières coentreprises, le pays s'est également engagé dans une libéralisation progressive qui a contribué positivement à l'accumulation de capacités technologiques (Ibid.).

surveiller. La plupart du personnel national était et continue d'être impliqué dans le marketing, en tant que représentants commerciaux.

Comme nous l'avons souligné dans la section 2, **sans un travail de fond suffisant pour identifier les principales contraintes au développement des capacités, les politiques manquaient souvent de substance et de clarté.** Par exemple, sans spécification des détails techniques dans lesquels l'interdiction de 2005 devait être appliquée, la NAFDAC ne disposait pas des mécanismes permettant de vérifier la conformité des entreprises lors de la mise en œuvre de la politique. Ainsi, alors que les importations de multivitamines (à l'exception des formulations à libération modifiée) étaient interdites, en ne précisant pas les formulations exactes, les importateurs et les fabricants ont continué à importer des multivitamines (entretien).

La détérioration de la situation économique dans les années 1980 a forcé de nombreux consommateurs à chercher des sources alternatives de médicaments, créant ainsi une industrie émergente de médicaments faux et de qualité inférieure. Peterson (2014) décrit les différents mécanismes par lesquels ces médicaments entrent sur le marché nigérian. Mais en replaçant les choses dans une perspective historique, l'auteur décrit également comment une communauté spécifique de l'État d'Imo, qui a reçu une formation pour administrer l'aide d'urgence pendant la guerre du Biafra, est devenue des commerçants de médicaments brevetés à Lagos. Au fil du temps, en raison des circonstances spécifiques entourant les SAP et les pharmacies de médicaments de marque, ces négociants ont pris le contrôle du marché de gros avec des chaînes d'approvisionnement étendues en Afrique occidentale et centrale et sont devenus le lieu de prédilection des consommateurs à la recherche de médicaments abordables.

Alors que les niveaux croissants d'importations informelles ont soulevé l'urgence de renforcer la surveillance réglementaire, les efforts ont été largement inefficaces. Peterson (2014) fait référence à un procès en 1992 entre les commerçants du marché d'Idumota à Lagos, dont la licence avait été révoquée pour contrôler les médicaments non réglementés, et le Pharmacists Council of Nigeria, responsable de l'enregistrement et de l'octroi de licences aux vendeurs. L'affaire a été perdue par ce dernier. Outre les dimensions juridiques, où il n'a pas été possible de prouver qu'Idumota était un marché plutôt qu'un quartier, l'affaire comporte également d'importantes dimensions sociopolitiques informelles. La fermeture du marché n'aurait pas seulement eu un impact immédiat sur les moyens de subsistance de plusieurs travailleurs vendant d'autres produits que les produits pharmaceutiques, comme le crédit téléphonique et les boissons, mais aurait également affecté des chaînes d'approvisionnement plus larges dans toute la région étant donné l'importance du marché d'Idumota. De plus, la fermeture aurait eu un impact négatif sur les élites Yoruba qui possédaient une grande partie de la propriété et ne recevraient pas leurs loyers relativement élevés (Peterson 2015 ; Premium Times 2015).

Du côté de l'offre, si des instruments politiques ont été utilisés pour créer des incitations pour les entreprises sous forme de rentes, ils n'ont pas été accompagnés de mesures visant à surmonter certaines des contraintes contraignantes. Dans de nombreux cas, il est moins coûteux d'importer les médicaments que de les produire localement, compte tenu d'une myriade de problèmes, notamment la faiblesse des infrastructures (par exemple, l'approvisionnement en électricité), l'insuffisance et l'inefficacité du financement de l'importation de matières premières pharmaceutiques (Gouvernement du Nigeria 2021 ; Mackintosh et al. 2016 ; ONUDI 2011),⁴¹ l'absence de certification OMS-BPF pour l'assurance qualité,⁴² et la faiblesse des tests et des inspections, avec une vulnérabilité à la capture réglementaire (Garuba et al. 2009). Avec ces contraintes d'offre et de demande, l'utilisation des

⁴¹ L'industrie continue de dépendre des matières premières pharmaceutiques importées (y compris les machines et les pièces de rechange). Une répartition des coûts des opérations serait d'environ 60-80% d'IPA et 20-40% de coût de conversion, ce dernier étant composé d'environ 50% de main d'œuvre et 50% d'autres composants (CEDEAO 2014).

⁴² Les bonnes pratiques de fabrication (BPF), adoptées en 1968 par l'OMS, sont l'aspect de l'assurance qualité selon lequel "les médicaments sont produits et contrôlés de manière cohérente selon les normes de qualité appropriées à l'usage auquel ils sont destinés et comme l'exige la spécification du produit" (OMS n.a.).

capacités dans le secteur est faible et en déclin (de 40% en 2011 (ONUDI 2011) à 20% en 2016 (Spur 2018), avec la fermeture d'environ 30% des entreprises du secteur (Ships & Ports 2016)). Dans ce contexte, les importations informelles restent élevées. Contrairement au secteur du riz, les importations informelles de produits pharmaceutiques, y compris les contrefaçons, qui concurrencent les médicaments produits localement, passent par les mêmes canaux que les importations normales de médicaments. Les installations peuvent produire aussi bien des médicaments licites que des faux, ce qui rend la détection des faux médicaments particulièrement difficile. Globalement, en raison du manque de coordination entre les diverses fonctions, la production pharmaceutique est restée peu compétitive.

Le système d'approvisionnement, criblé d'inefficacités, n'a pas pu garantir que les entreprises renforcent leurs capacités à répondre aux besoins du marché intérieur. Onwujekwe et al. (2022) soulignent plusieurs lacunes du système. Souvent, les travailleurs, y compris les médecins, ne reçoivent pas de conseils sur la liste des médicaments essentiels, sur laquelle les achats devraient être guidés. Les établissements de santé manquent souvent de planification efficace pour identifier les besoins pharmaceutiques. Dans d'autres cas, des pratiques de corruption de la part des représentants commerciaux des entreprises pharmaceutiques influencent les prescriptions des médecins, notamment le favoritisme, les pots-de-vin et la corruption. De plus, le manque de transparence dans les appels d'offres ainsi que le non-paiement des fournisseurs découragent les entreprises de s'engager dans les marchés publics. Dans un tel contexte, les entreprises disposant de réseaux et de liens étroits avec les échelons supérieurs du gouvernement ont tendance à participer car elles savent comment recevoir leurs paiements (Ibid.).

Dans les années 1990, la plupart des multinationales ont quitté le marché et le **secteur pharmaceutique national a été de plus en plus dominé par de puissantes organisations commerciales qui ont fini par installer des usines de fabrication**, à l'instar de la situation dans le secteur du riz (entretien). Le Nigéria compte plus de 115 entreprises pharmaceutiques enregistrées, dont la propriété est essentiellement indigène (Pharmapproach 2022), et qui emploient environ 500 000 personnes, principalement dans la chaîne de distribution (ONUDI 2011). Ce groupe est dominé par quelques grandes entreprises ayant des liens politiques,⁴³ et elles font partie de l'influent Groupe des fabricants de produits pharmaceutiques de l'Association des fabricants du Nigéria (PMG-MAN), qui a été créé en 1983 et compte près de 100 membres. Une autre organisation influente est la Pharmaceutical Society of Nigeria (PSN), qui regroupe les pharmaciens du pays et qui a plaidé activement pour la promulgation de lois visant à stimuler la production nationale.⁴⁴

En l'absence d'un contrôle rigoureux des performances, les capacités acquises n'ont pas été consolidées et les entreprises n'ont pas réussi à passer de la fabrication de médicaments thérapeutiques de faible valeur à des formulations complexes. La plupart des entreprises produisent certains produits et en importent d'autres. Avec un double rôle de producteur et d'importateur, les entreprises ont des préférences politiques diversifiées, bien que les fabricants soutiennent généralement les politiques protectionnistes qui fournissent des rentes lucratives. Tout en mobilisant des ressources pour influencer la politique gouvernementale en faveur de « l'autosuffisance », les entreprises continuent également d'importer des médicaments finis étant donné la nécessité d'un "accès ininterrompu" aux médicaments dans une perspective de soins de santé, ce qui conduit à un "piège à

⁴³ Il s'agit, par exemple, de Dana Pharmaceuticals, Emzor Pharmaceutical Industries Limited, Fidson Healthcare Plc, May and Baker Nigeria Plc, Mopson Pharmaceutical Limited et quelques autres. Par exemple, des acteurs de haut rang de May and Baker, Emzor, Orange Drugs Limited (négociant) ont des liens étroits avec les élites dirigeantes, notamment l'ancien président Obasanjo.

⁴⁴ Le PSN a demandé au gouvernement de promulguer plusieurs législations. Par exemple, en 1977, il a exigé la promulgation d'une loi obligeant les entreprises étrangères à fabriquer des médicaments dans le pays ou à se retirer du marché ; en 1981, que 60% de la demande de médicaments soit satisfaite localement ; en 1984, que les médicaments nécessitant une technologie simple soient produits en 5 ans, et les autres en 10 ans (interview). Cependant, les résultats de ces déclarations ont été limités, comme le confirme le PND 2021.

importations".⁴⁵ Si ce flux circulaire et cet arbitrage ont conduit à une stagnation technologique, ils ont été rentables pour les entreprises concernées. L'inefficacité de la politique industrielle à fournir un soutien ciblé et limité dans le temps, assorti de conditions strictes en matière de performances pour augmenter la productivité, a fait que ces entreprises ne peuvent opérer que sous des mesures de protection (Lawson 2021).

Manque de réflexion globale

Le succès final des politiques industrielles ne dépend pas seulement de l'acquisition de connaissances, mais aussi des économies d'échelle, c'est-à-dire que la capacité à approvisionner le marché intérieur doit être assortie d'une demande suffisante des consommateurs pour les produits fabriqués localement (Itaman et Wolf 2021b). Il n'est pas certain que la demande de produits pharmaceutiques nigériens soit suffisamment forte, tant sur le marché national que sur le marché régional. Pour stimuler la demande régionale (CEDEAO), il faudrait assurer la compétitivité et la qualité des médicaments nigériens. Mais les politiques nigériennes se sont plutôt concentrées de manière excessive sur la production locale, sans investissements concomitants dans d'autres domaines tels que le stockage, le contrôle de la qualité et les réseaux de distribution et de commercialisation pour assurer la viabilité du secteur.

La nature complexe du secteur, qui compte de nombreux acteurs (fabricants, fournisseurs, régulateurs, grossistes et détaillants, différents ministères et autres parties prenantes), rend la **coordination entre les acteurs cruciale pour tout développement éventuel du secteur. Mais il n'est pas certain que ce soit effectivement le cas au Nigéria**. Si des progrès ont été réalisés dans certaines fonctions réglementaires, comme un meilleur contrôle du flux de médicaments contrefaits,⁴⁶ grâce aux interventions coordonnées du NAFDAC⁴⁷ suite à sa restructuration organisationnelle et à d'autres réformes en 2001 (Garuba et al. 2009), d'autres défis persistent.

Les politiques manquent souvent de pragmatisme. Le NDPo 2021 poursuit l'objectif d'autosuffisance dans la production et l'exportation de médicaments locaux, avec un approvisionnement local en matières premières (Gouvernement du Nigéria 2021). Les experts ont souligné que l'autosuffisance,⁴⁸ ou la sécurité des médicaments comme on l'appelle au Nigéria (Muanya 2020), n'est pas réaliste dans une chaîne de valeur aussi complexe. En fait, ce n'est peut-être pas toujours le choix le plus stratégique pour les entreprises des pays en développement qui imitent le plus souvent les technologies existantes et ne disposent pas de capacités de recherche et développement importantes (Kaplan et Laing 2005). Il est difficile de conserver les capacités de fabrication dans toutes les activités, notamment en produisant les matières premières localement, car les économies d'échelle limitées affectent la compétitivité (entretien). Le transfert de technologie n'est pas non plus simple. Cela ne veut pas dire que des progrès ne peuvent pas être réalisés grâce à une politique industrielle bien conçue et ciblée, mais il est nécessaire de faire

⁴⁵ C'est une hypothèse avancée par Efion Kofon qui poursuit son doctorat en analysant l'industrie pharmaceutique au Nigeria à travers le prisme des règlements politiques.

⁴⁶ Contrairement aux années 2000 où environ 60% des médicaments circulant sur le marché étaient faux (Olugbenga 2014), le flux de médicaments contrefaits est désormais plus contenu (17% en 2019) (NAFDAC 2019).

⁴⁷ La lutte contre les médicaments contrefaits a été un effort collectif avec des actions simultanées sur plusieurs fronts. Par exemple, une politique de 2001 a limité l'importation de tous les médicaments à deux ports maritimes et deux aéroports, interdisant ces importations par toutes les frontières terrestres (Fenoff & Wilson 2011). Dans le même temps, les activités des directions de l'inspection des ports et de l'application de la loi ont également été renforcées et les activités de surveillance et d'inspection des établissements par la NAFDAC se sont intensifiées (UNIDO 2011). Selon l'OMS, cela a contribué à une réduction considérable de la quantité de médicaments contrefaits (Fatokun 2020 ; ONUDI 2011).

⁴⁸ Selon la typologie de l'ONUDI, les activités de production peuvent être considérées comme un continuum : 1. pas de fabrication ; 2. conditionnement de médicaments déjà formulés ; 3. formulation de médicaments en dosage final à partir d'intermédiaires importés ; 4. production de certains intermédiaires importés ; 5. production de substances actives (Kaplan et Laing 2005). Les ambitions nigériennes dans le secteur pharmaceutique pourraient être vues comme allant de 2/3 à 5.

preuve d'un plus grand réalisme dans les objectifs grâce à un diagnostic approfondi des capacités actuelles, ainsi qu'à un séquençage (consolidation de certains aspects, avant de passer à des aspects plus récents).

Alors que le COVID-19 a relancé les discussions sur la nécessité de développer une industrie pharmaceutique africaine indigène, quelles leçons peut-on tirer de l'expérience nigériane ? Les politiques industrielles resteront essentielles au développement du secteur pharmaceutique, mais elles doivent être soigneusement ciblées, avec un soutien pour surmonter les contraintes - finances, infrastructures, environnement réglementaire, contrôle de la qualité - ainsi qu'un suivi des performances pour garantir la croissance de la productivité. D'autres considérations politiques sont tout aussi importantes. Par exemple, quels types de partenariats sont nécessaires pour développer les compétences nécessaires parmi les entreprises locales ? Comment garantir le caractère abordable et l'accessibilité des médicaments de qualité ? Ces questions n'entrent pas dans le cadre du présent document.

Quel est l'intérêt d'atteindre le marché régional ?

La CEDEAO, et peut-être le continent africain avec la mise en œuvre de l'AfCFTA, offrent d'énormes opportunités de marché pour les produits pharmaceutiques nigériens. Avec 70 % des entreprises pharmaceutiques enregistrées dans la CEDEAO, le Nigéria possède de loin le plus grand nombre d'entreprises pharmaceutiques de la région pour tirer parti de ces opportunités.⁴⁹ Cependant, **en raison des inefficacités du secteur pharmaceutique national, la plupart des entreprises ne peuvent survivre à la rude concurrence internationale,⁵⁰ et il est plus facile de se concentrer sur le marché national protégé** (Kaplan et Laing 2005). Il y a peu d'investissements dans l'assurance qualité - seules quatre entreprises au Nigéria ont obtenu la certification OMS-BPF de leurs installations (Muanya 2017),⁵¹ tandis que d'autres en sont aux premiers stades de l'obtention de la qualification OMS de certains de leurs médicaments.⁵² Il semble y avoir moins de voies pour s'engager dans une chaîne de valeur pharmaceutique régionale. La production à petite échelle d'IPA par Lagray Chemicals Ltd au Ghana a été abandonnée (Ogada 2020). Les possibilités de spécialisation dans d'autres segments d'intrants comme les excipients, les liants et les emballages restent à explorer. **La politique commerciale reste un outil important pour le développement de ce secteur** - le TEC actuel de la CEDEAO sur les intrants pharmaceutiques (5% à 20%) et les produits finaux (0%) n'est pas favorable à la promotion de la production locale (WAHO 2017).⁵³ Comme pour le riz, rectifier cette situation nécessite des mesures politiques au niveau régional. Même si la politique commerciale reste défavorable, la région offre des opportunités pour les exportations nigériennes, notamment pour les produits de niche comme les médicaments contre les maladies tropicales négligées, en tirant parti de certaines expériences positives dans le domaine des phytomédicaments.⁵⁴ Toutefois, les investissements dans ce domaine sont limités.

La promotion du commerce régional des produits pharmaceutiques nécessite également une coopération régionale par le biais de l'harmonisation des cadres réglementaires. L'initiative d'harmonisation de la

⁴⁹ Le Nigeria compte plus de 115 entreprises pharmaceutiques enregistrées (Okereke et al. 2021) sur plus de 172 entreprises dans toute la région (Ogada 2019).

⁵⁰ Les entreprises ont un âge moyen de seulement 13 ans (Obukohwo et al. 2018).

⁵¹ Ces entreprises comprennent Evans Pharmaceutical Ltd, May & Baker Pharmaceutical Ltd, Chi Pharmaceutical Ltd. et Swiss Pharma Nigeria Ltd.

⁵² Il s'agit notamment de Juhel Nigeria Ltd, Emzor Pharmaceutical Industries et Swiss Pharma Nigeria Ltd ou Swipha (PQM+ 2020).

⁵³ Le TEC est le résultat de négociations entre les États membres après avoir pris en compte la liste régionale des médicaments produits et des matières premières et équipements pharmaceutiques nécessaires (CEDEAO 2016 ; NEPAD 2017). Il y a des discussions au niveau régional sur une révision des niveaux du TEC. À titre d'illustration, le plan pharmaceutique régional de la CEDEAO (2014) contient l'activité consistant à " plaider pour un tarif zéro sur les matières premières pharmaceutiques au sein du tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO ".

⁵⁴ L'expérience positive du Niprisan, pour prévenir la drépanocytose, développé à l'Institut national de recherche et de développement pharmaceutiques (NIPRD) montre que la phytomédecine ou les médicaments à base de plantes, issus des connaissances traditionnelles, peuvent être efficaces pour trouver des remèdes aux maladies tropicales négligées, avec d'énormes avantages économiques ainsi que sociaux (Mackintosh et al. 2016).

réglementation des médicaments en Afrique (AMRH), lancée en 2009, a permis de réduire les délais d'enregistrement, de renforcer l'expertise en matière de réglementation et d'harmoniser les cadres réglementaires grâce à des approches régionales. Il existe des tentatives d'harmonisation de la réglementation des médicaments en Afrique de l'Ouest (AUDA-NEPAD 2017). Cependant, l'homologation et la commercialisation des médicaments ne sont pas de simples procédures techniques et comportent des aspects politiques importants où la réglementation peut avoir pour conséquence de favoriser certains groupes (Olugbenga 2013).⁵⁵ Ces aspects doivent être soigneusement pris en compte. L'Organisation ouest-africaine de la santé (WAHO) se concentre sur la fourniture de médicaments abordables tout en réduisant les médicaments illicites et contrefaits, comme le souligne le plan pharmaceutique régional (CEDEAO 2014).⁵⁶ Cependant, malgré sa mise en place institutionnelle, les défis opérationnels restent sensiblement les mêmes qu'au niveau national.⁵⁷

En bref, le développement du secteur pharmaceutique nécessitera une augmentation de la quantité et de la qualité de la production par le biais d'actions politiques coordonnées qui cherchent à résoudre les problèmes d'infrastructure et d'autres défis réglementaires, créant ainsi une demande pour des produits fabriqués au niveau régional tout en contrôlant les canaux de distribution informels omniprésents. **La facilitation des échanges, par la simplification et l'harmonisation des procédures frontalières, peut jouer un rôle limité, bien qu'important, pour combler certaines de ces lacunes.**

5. Tirer les conséquences de l'intégration régionale et de la facilitation du commerce

Le Nigéria utilise depuis longtemps les restrictions à l'importation pour faire avancer ses ambitions industrielles. Ce fait, ajouté à l'incapacité à contrôler efficacement ses frontières, est en grande partie à l'origine de leur fermeture. À l'avenir, tant que les politiques industrielles au Nigéria seront introduites comme une réponse à la crise, les restrictions à l'importation continueront d'être au centre de ces politiques. La contrebande restera probablement une préoccupation plus pressante pour le gouvernement, plutôt que la facilitation des échanges. En l'absence d'une gestion efficace des performances, les politiques industrielles risquent d'être accaparées par des groupes d'intérêt sans développement significatif des capacités de production. Comme on l'a observé dans le cas du riz, les insuffisances des performances du secteur peuvent être imputées à une contrebande endémique, sans que l'on tienne suffisamment compte du système plus large dans lequel ces pratiques s'inscrivent (voir Karkare et al. 2021). D'autre part, avec une action non coordonnée et un soutien politique non ciblé, le secteur pharmaceutique continuera à dépendre des restrictions à l'importation pour survivre. Pour briser ce cycle, **il est nécessaire d'adopter**

⁵⁵ L'auteur souligne que les caractéristiques de l'industrie, où il est difficile d'avoir une vue d'ensemble des différentes activités, notamment des réseaux de distribution, la prédisposent à la corruption et à la capture réglementaire par laquelle l'objectif de la réglementation est compromis en raison du pouvoir discrétionnaire de favoriser des individus ou des groupes. Cela n'est pas seulement dû à la "corruption", mais aussi au fait que différents acteurs sauvegardent leurs intérêts politiques et économiques.

⁵⁶ Le plan est actuellement en cours de révision (entretien).

⁵⁷ Le plan pharmaceutique régional (CEDEAO 2014) relève les défis suivants : Au niveau de l'entreprise - leadership et gouvernance médiocres ; incapacité à atteindre la préqualification de l'OMS ; coût élevé des médicaments locaux par rapport aux importations en raison a. des droits de douane élevés sur les importations de matières premières dont ils dépendent b. du coût élevé des fonds c. du manque d'infrastructures d. de ressources humaines inadéquates et d'une mauvaise rémunération e. d'incitations insuffisantes. Au-delà de la phase de production, il y a aussi un mauvais système de distribution et de chaîne d'approvisionnement ; des investissements insuffisants dans la recherche et le développement ; des informations et des données sur le marché inadéquates. D'autres défis politiques incluent une mise en œuvre inégale des politiques existantes, une capacité réglementaire inadéquate, une faible capacité des laboratoires de contrôle de la qualité et des frontières poreuses.

une approche multidimensionnelle qui permette de soutenir les ambitions d'industrialisation du pays tout en facilitant le commerce, étant donné le lien étroit entre les deux.

Sur les politiques industrielles

Les sections 3 et 4, tout en contextualisant leurs complexités, montrent que les **politiques industrielles du Nigéria dans les secteurs rizicole et pharmaceutique ont eu des résultats mitigés**. Certains progrès ont manifestement été réalisés, que ce soit grâce ou en dépit de ces restrictions - par exemple, la production de riz est en hausse, et le pays peut produire des médicaments de base. Cependant, des défis persistent. Si certains sont similaires (dépendance aux importations, accès aux intrants, infrastructures), l'organisation et la complexité des secteurs sont très différentes, ce qui nécessite des mesures différentes pour y faire face.

Dans ce cas, une approche " taille unique ", consistant à introduire des restrictions à l'importation, peut ne pas apporter les résultats souhaités (comme l'ont déjà souligné McCollough et al. 2017). En outre, te Velde et al. (2016) soulignent la nécessité d'une cohérence dans les politiques industrielles au Nigéria, ainsi que la clarté des objectifs, de même que le suivi et l'évaluation afin d'accroître les succès et de tirer les leçons des échecs. Une conclusion politique immédiate est donc que les politiques industrielles, qui restent cruciales pour orienter le développement du secteur, **ont besoin d'un éventail d'outils plus large que les simples restrictions à l'importation**.⁵⁸

Parmi certaines fonctions essentielles des politiques industrielles (voir l'annexe 3) figure le soutien aux entreprises pour leur permettre d'apprendre (par la pratique), ce qui est coûteux et demande du temps. La probabilité de recouvrement des coûts pour les entreprises peut être assurée par différents instruments, dont la politique commerciale, qui crée essentiellement des rentes pour les entreprises (rentes d'apprentissage). Cela nécessite un capital patient et une continuité dans les politiques. Dans le même temps, ces politiques devraient inclure un juste équilibre entre les incitations (subventions/restrictions à l'importation/autres instruments de soutien bien définis et limités dans le temps) et les contraintes (menace de retrait du soutien en cas de non-performance) pour augmenter la productivité par le biais d'engagements crédibles qui prennent effectivement en compte la structure du pouvoir et la dynamique politique. Par essence, les politiques industrielles doivent donc être spécifiques au contexte (pas seulement au pays mais aussi au secteur). En bref, les politiques industrielles impliquent une coordination stratégique pour résoudre plusieurs défis organisationnels, structurels et institutionnels qui nécessitent une approche pangouvernementale, plutôt qu'un document politique statique préparé par une seule agence (Said 2021). Juxtaposer la discussion ci-dessus sur la fragmentation sectorielle aux fonctions des politiques industrielles décrites ici montre la **nécessité d'une coordination (stratégique) dans les politiques industrielles du Nigéria. Les restrictions à l'importation ou la fermeture des frontières ne suffisent pas à elles seules à combler ces lacunes**.

En dehors des mesures d'accompagnement telles que la mise en place d'infrastructures pour faire face aux contraintes, les politiques ont souvent échoué à assurer la compatibilité entre l'allocation des ressources et l'application des conditions permettant l'apprentissage. En effet, en l'absence d'adhésion et de consensus politiques, les dynamiques informelles (qui incluent le clientélisme et la recherche de rentes) ont eu raison de la capacité à contrôler les performances.⁵⁹ Cela montre en outre que **le pays a besoin de politiques industrielles bien adaptées à son contexte sociopolitique en termes de modalités d'application des politiques gouvernementales et de mécanismes de responsabilité qui tiennent compte de la répartition du pouvoir entre les différents groupes d'intérêt**. Il faut une stratégie capable de susciter un effort d'apprentissage important de la part des entreprises tout

⁵⁸ Il a été affirmé ailleurs que "les politiques industrielles qui ne donnent la priorité qu'à la protection sans se concentrer également sur les capacités et la compétitivité, sont nuisibles, préjudiciables à nos fabricants locaux et sapent nos efforts de diversification des exportations" (Ogbonna 2021).

⁵⁹ Ce phénomène n'est toutefois en aucun cas spécifique au seul Nigeria (Devarajan 2016).

en surveillant de près leurs performances afin d'éliminer les perdants (ou de supprimer le soutien aux entreprises non performantes) plutôt que de choisir les gagnants, comme cela a été observé en Asie de l'Est (Roggeveen 2013). La question de savoir "comment" s'y prendre est moins consensuelle - faut-il une politique industrielle sélective ?⁶⁰ Faut-il plutôt se concentrer sur un nombre réduit d'entreprises, plutôt que sur des secteurs compte tenu de leur hétérogénéité ? (Devarajan 2016). Répondre à ces questions nécessiterait une analyse plus approfondie et reste en dehors du cadre de ce document.

Sur le soutien à l'intégration régionale et la facilitation du commerce

En ce qui concerne ses ambitions industrielles, le **Nigéria perçoit plausiblement une plus grande menace de la contrebande de marchandises en provenance de pays tiers via ses voisins, que les avantages potentiels de la coopération économique régionale en échangeant avec eux, étant donné leurs marchés limités**, entre autres choses. Si la fermeture des frontières ne peut être une solution à long terme pour endiguer la contrebande (par exemple Omale et al. 2020),⁶¹ certains pensent qu'une rupture complète de ce statu quo était nécessaire pour assurer un retour à un commerce transfrontalier respectueux des règles. Il est donc nécessaire de comprendre les motivations et les calculs politiques précis derrière la fermeture. Alors que la fermeture a gravement perturbé le commerce transfrontalier informel, qui représente jusqu'à 30% du commerce alimentaire dans la région (Karkare et al. 2021), pour ses partisans, la fermeture a entraîné des gains de revenus substantiels pour l'État.⁶² Il est donc important de comprendre l'impact global de ces considérations.

Comment concilier ces points de vue pour promouvoir l'intégration régionale, y compris la facilitation des échanges ? **Une implication immédiate du soutien est d'aligner les interventions sur les ambitions d'industrialisation et de créer la demande de coopération régionale.** Le soutien pourrait inclure les aspects qui peuvent préparer les pays à générer des biens en premier lieu, afin qu'ils puissent ensuite commercer. Parmi les lacunes actuelles en matière de développement industriel national figurent les contraintes structurelles (infrastructures, transport et logistique), le développement des entreprises (avoir des plans d'affaires solides, trouver les bons fournisseurs, élaborer des stratégies de marketing pour créer un marché régional pour les biens produits au niveau régional), ainsi que les contraintes spécifiques à la chaîne de valeur au-delà de la production (surveillance réglementaire efficace, collecte de données fiables, harmonisation des normes).

Deuxièmement, compte tenu de sa pertinence, le **soutien doit être conçu pour traiter efficacement le problème de la contrebande.** Comme le souligne la section 2, la fermeture de la frontière résulte dans une large mesure du manque de capacité régionale à contrôler efficacement la contrebande à la frontière. Cet aspect a reçu moins d'attention. L'attention a plutôt été attirée sur le fait que la fermeture de la frontière nigériane menace le commerce régional. La mise en œuvre efficace du SLEC restera cruciale à cet égard. Une préoccupation très spécifique soulevée par le gouvernement du Nigéria est l'absence de scanners électroniques à la frontière pour contenir efficacement le

⁶⁰ Toutefois, l'idée de "choisir les gagnants" est considérée comme une mauvaise politique en raison de ses effets de distorsion.

⁶¹ Par exemple, l'Association nationale des commerçants nigériens (NANTS), une représentation influente du secteur privé dans le pays, tout en reconnaissant la nécessité de réglementer efficacement les activités transfrontalières conformément aux règles stipulées et de garantir le développement industriel au Nigeria, appelle à une approche plus stratégique que la fermeture pure et simple (unilatérale) des frontières.

⁶² Selon le NCS, la fermeture de la frontière a permis d'annuler les pertes de recettes de l'État, qui s'élevaient à 110 milliards de nairas (303 millions de dollars), car les marchandises qui se rendaient au Bénin pour être ensuite introduites clandestinement au Nigeria sont entrées directement au Nigeria par les ports et ont payé les droits nécessaires (de même, les exportations du Bénin ont également été officiellement enregistrées, les données commerciales suggérant un bond significatif des exportations du Bénin vers le Nigeria, qui sont passées de moins de 10 % en 2016 à 73 % en 2019). La contrebande de carburant (vers le Bénin) a également diminué, comme le souligne la baisse de la consommation de 8 millions de litres (Ukpe 2021).

commerce de produits interdits (par exemple le riz) en provenance de pays tiers. Les décideurs politiques nationaux pourraient donc s'intéresser davantage à la facilitation des échanges.

Si la facilitation des échanges est un moyen de relever les défis à la frontière, il est important de comprendre pourquoi certains de ces défis existent en premier lieu. Comme le montre la section 2, les BNT et les procédures frontalières contraignantes sont elles-mêmes une réponse à d'autres défis, notamment la contrebande. Si l'on ne s'attaque pas à ces problèmes frontaliers sous-jacents, il est peu probable qu'ils soient éliminés. Ainsi, plutôt que d'aborder la facilitation des échanges comme une solution technique aux BNT, il est important d'analyser le contexte qui sous-tend cette question. Dans ce cas, les BNT semblent être un symptôme, plutôt que la cause sous-jacente des problèmes aux frontières. Cela souligne à son tour la nécessité d'une **approche axée sur le problème, qui soit ascendante (ou qui suscite l'adhésion) plutôt que des réformes descendantes et axées sur l'offre (ou la solution).**⁶³

Enfin, la **demande de facilitation des échanges peut être renforcée en assurant le développement du secteur.** Au fur et à mesure qu'un secteur se développe et mûrit, il peut y avoir organiquement une plus grande demande pour des opérations fondées sur des règles, y compris la facilitation des échanges qui apporte la transparence, et les acteurs influencent à leur tour la politique en conséquence. Il existe des exemples de ce phénomène au Nigéria, par exemple dans le secteur du ciment, où l'augmentation de la production et des exportations a contribué à créer la demande (et l'intérêt) pour améliorer l'infrastructure commerciale du Nigéria de manière plus générale.⁶⁴ Le gouvernement a travaillé avec le secteur pour éliminer les contrôles inutiles, faciliter les exportations, y compris par le biais de négociations avec d'autres pays de la région, lorsque cela était également perçu comme étant dans leur propre intérêt. Les programmes de soutien pourraient donc faciliter le dialogue entre les principales parties prenantes, qui pourraient ensemble forger une voie à suivre en termes de besoins réels de facilitation des échanges dans le secteur. Cela nécessiterait une **approche secteur par secteur.**

Riz

La section 3 identifie certains des défis spécifiques au secteur du riz. Bien que la résolution du " problème de la contrebande " reste une priorité pour le gouvernement et les autres parties prenantes, la section 2 décrit brièvement le contexte dans lequel ce commerce a lieu. La réexportation est ancrée dans l'économie politique du Bénin et, en l'absence d'autres opportunités productives, il est peu probable qu'elle soit déplacée par la simple aspiration à adhérer aux règles du commerce régional. **L'intégration régionale au sein de la CEDEAO nécessiterait un examen sérieux des questions plus larges relatives aux capacités de production, y compris au Bénin, avant que des progrès significatifs puissent être réalisés pour garantir véritablement la libre circulation des marchandises.**

Un moyen concret de créer une demande de facilitation des échanges pourrait être d'**explorer les possibilités de création d'une chaîne de valeur régionale du riz par le biais non seulement d'un commerce régional plus libre mais aussi d'une coopération négociée.** Il existe des tentatives pour reproduire le succès supposé du Nigéria dans la production de riz dans d'autres pays voisins (Agbakwuru 2021 ; Olaoluwa 2019 ; Nyabor 2022). Toutefois, il convient d'adopter une approche prudente afin d'éviter une situation où *tous les* pays mettent en place des politiques de protection pour se concentrer uniquement sur la production nationale. Non seulement ces politiques se feraient au détriment du commerce régional, mais elles pourraient également nuire à l'efficacité des politiques des différents

⁶³ Cela est bien illustré par la tentative de Ngozi Okonjo-Iweala (ancienne ministre des finances du Nigeria de 2011 à 2015) de mettre fin à un système de suivi des cargaisons en double dans l'un des ports qui, sans une appréciation des intérêts particuliers en jeu, a conduit à un repli des politiciens nigériens de haut niveau, même si peu de revenus étaient générés par ce système en double (qui continue d'exister) et qu'il entraînait une charge supplémentaire pour les entreprises (Okonjo-Iweala 2018).

⁶⁴ Une incitation a été générée pour les entreprises en leur accordant des concessions pour construire des routes en échange d'un crédit d'impôt (Président, République du Nigeria 2019).

pays, car ils ne pourraient pas bénéficier d'un marché régional plus vaste (Odijie 2019). En effet, l'objectif d'autosuffisance en riz ferait obstacle à la coopération régionale (Tondel et al. 2020). L'offensive riz de la CEDEAO reconnaît l'importance du commerce régional du riz, qui est actuellement entravé par plusieurs obstacles qui nécessitent une facilitation des échanges (CEDEAO 2019).

Dans un contexte où chaque membre se concentre sur l'autosuffisance, la coopération régionale peut devoir être négociée, afin de démontrer son utilité. Par exemple, alors que les pays producteurs de riz comme le Nigéria ont intérêt à ce que le TEC de la CEDEAO soit relevé afin que les importations deviennent plus chères, l'intérêt des pays déficitaires en riz peut être d'assurer un approvisionnement régulier. Étant donné que chaque pays a des intérêts très différents dans le secteur⁶⁵ (informés à leur tour par les processus politiques, formels et informels), ainsi que des capacités entre les pays, une approche plus pragmatique pourrait être d'avoir une **plateforme régionale qui offre un espace pour s'engager dans des négociations bilatérales qui répondent aux besoins des pays**.

Produits pharmaceutiques

Pour que l'industrie pharmaceutique se développe réellement, de nombreuses pièces du puzzle doivent être assemblées. À ce titre, **l'accent doit être mis non seulement sur la stimulation de la production, mais aussi sur d'autres domaines de l'ensemble de la chaîne de valeur**. Le stockage, la distribution et la commercialisation des produits pharmaceutiques sont aussi importants que la production si l'on veut que les médicaments atteignent les bénéficiaires visés. La production est subordonnée à l'accès aux intrants, ce qui nécessite à son tour une cohérence avec les politiques commerciales. Sans mesures d'accompagnement comme l'application effective du SLEC et les investissements dans le contrôle de la qualité, il est peu probable que les préférences des consommateurs changent en faveur des médicaments locaux. Ainsi, le développement du secteur nécessite différentes mesures et politiques complémentaires.

La limitation des importations informelles restera un aspect essentiel pour stimuler l'industrie locale. Étant donné la multitude de produits qui composent cette industrie, les interventions doivent être conçues pour faciliter la production et le commerce de produits spécifiques qui présentent le plus grand potentiel. Les interventions pourraient inclure une coopération douanière pour partager les renseignements ainsi que des opérations conjointes pour capturer et saisir les médicaments contrefaits et illicites. D'autre part, le dédouanement rapide des importations d'intrants pharmaceutiques pourrait réduire considérablement les coûts commerciaux.

Des leçons peuvent également être tirées d'initiatives privées en cours, comme l'E-pharmacie⁶⁶ au Ghana, qui pourraient fournir un système de vérification robuste, tout en appréciant les circonstances uniques qui permettent à de telles initiatives de prendre leur essor (par exemple, l'utilisation répandue de l'argent mobile au Ghana). De même, Shelf Life est une autre start-up du secteur de la santé qui gère les prévisions, l'assurance qualité et les stocks pour les pharmacies au Nigéria, tout en donnant la préférence aux médicaments fabriqués localement, contribuant ainsi à un système de distribution plus robuste (Mureithi 2021). Ces initiatives, ainsi que les stratégies régionales officielles comme la stratégie de pharmacovigilance, pourraient encourager le commerce régional en garantissant

⁶⁵ Par exemple, le riz est une culture qui présente beaucoup plus d'intérêts politiques au Nigéria qu'au Ghana, comme le montre également l'influence relativement faible que les acteurs ghanéens du secteur du riz ont pu avoir sur les politiques nationales.

⁶⁶ L'e-Pharmacie offre la possibilité aux consommateurs de télécharger des ordonnances et de trouver où trouver certains médicaments. Les clients peuvent comparer les prix et acheter en utilisant l'argent mobile. Cela peut aider la Food and Drug Authority (FDA) du Ghana à vérifier les médicaments faux ou contrefaits, car la plateforme est créée par et "reliée à la FDA qui contrôlera les numéros de lot de tous les produits en temps réel". Ce processus de vérification, s'il est efficace, pourrait permettre au Ghana d'adopter un commerce plus libre avec les pays de la région puisque la menace des faux médicaments et des médicaments de contrebande serait largement atténuée.

la qualité aux consommateurs et en augmentant la transparence pour détecter les médicaments contrefaits, et pourraient donc être incluses dans la facilitation du commerce.

En conclusion

La fermeture unilatérale de la frontière par le Nigéria et les mesures de rétorsion constituent une menace pour l'intégration régionale. Pour résoudre ces tensions, il faut mieux comprendre où se situent les véritables préoccupations. Ce document offre un aperçu des lacunes de la politique industrielle nigériane. Passant de la dynamique nationale à la dynamique régionale, le document indique également certaines voies à suivre en termes de facilitation du commerce, qui pourraient rapprocher le Nigéria et ses voisins afin de garantir la circulation fluide des biens, des services et des personnes. Toutefois, il ne s'agit là que de quelques-uns des nombreux outils disponibles pour atteindre des objectifs plus larges, en l'occurrence la coopération entre les États membres de la CEDEAO en vue d'une prospérité accrue et partagée. Un **dialogue et une diplomatie accrus entre ces pays doivent accompagner certaines des interventions politiques soulignées dans ce document**.⁶⁷ C'est avec l'aide de toutes ces mesures que l'intégration régionale au sens propre peut être réalisée et soutenue. Cela peut à son tour ouvrir des voies pour assurer la réussite de la mise en œuvre de la ZLECAf.

⁶⁷ Par exemple, appréciant les réalités politiques du Bénin, où les plus hauts échelons sont impliqués dans les importations illégales au Nigeria, ce dernier négocie avec les premiers par le biais d'un dialogue au plus haut niveau.

Annexe 1 : Impact immédiat de la fermeture des frontières au Bénin et au Niger

La fermeture de la frontière par le Nigéria a coïncidé avec la campagne de récolte et d'exportation de tomates du Bénin. Le prix des tomates est passé de 13 000 FCFA à 2 000 FCFA après la fermeture. Le prix des ananas, habituellement transportés dans une "PEUGEOT bâchée" d'une capacité de 2,5 tonnes, a chuté de 220 000 à 120 000 FCFA. Le marché nigérian représente 40% des exportations totales d'ananas du Bénin. Sans autre marché où vendre, les agriculteurs ont vu leurs revenus diminuer. Non seulement ces exportations ont été suspendues en raison de la fermeture de la frontière, mais les taxes perçues auprès des camions exportant vers ce marché ont également dû être suspendues, créant un effet multiplicateur et entraînant de graves manques à gagner pour les municipalités⁶⁸.

Selon le chef du poste de douane de Sèmè, M. Honoré Padonou, plus de 1 100 camions sont restés bloqués à la frontière, et la situation était encore pire, notamment au parc Atlas. Ni les camions en provenance du Nigéria, ni ceux des autres pays voisins ne pouvaient transiter par la frontière Sèmè-Kraké. En particulier, les camions transportant des denrées périssables ont subi de graves pertes.

Néanmoins, les personnes munies de moyens d'identification (passeport international ou certificat de la CEDEAO) ont été autorisées par l'immigration nigériane à franchir la frontière entre 6h00 et 18h00, même si les marchandises de quantité commerciale telles que les camions n'étaient pas autorisées à entrer ou à sortir. Des actes de vandalisme et des vols ont été enregistrés pendant cette période, et des arrestations ont eu lieu.⁶⁹

La République du Niger partage une frontière de plus de 1 500 km avec le Nigéria et, en tant que pays enclavé, elle dépend du Nigéria pour environ 34 % de ses importations. La fermeture de la frontière a également eu un impact négatif sur la situation socio-économique du pays. Selon la Direction générale des douanes (DGD), quelque 17,6 milliards de FCFA ont été gagnés en juillet 2019 grâce au commerce avec le Nigéria, qui a ensuite été soudainement interrompu en raison de la fermeture. La chute brutale des prix des aliments de base (par exemple, le prix du niébé a chuté d'un tiers, passant de 238 FCFA à 190 FCFA), qui sont orientés vers le marché nigérian, a entraîné une baisse des revenus des agriculteurs, ainsi que des commerçants de Maradi, Zinder et Diffa. Les exportations d'autres produits tels que le tigré, le sésame, le bétail, entre autres, ont également souffert étant donné que les principales ventes ont lieu au Nigéria. En outre, la pénurie de produits importés du Nigéria (produits agricoles, boissons sucrées, tomates, pommes de terre, ciment, cigarettes, etc., s'est fait cruellement sentir.

⁶⁸ Le maire de Sèmè-Podji en République du Bénin a qualifié de déplorable la situation qui prévaut dans sa commune depuis la fermeture de la frontière nigériane. Au-delà des pertes de revenus en taxes municipales, le conseil municipal a parfois fourni des services humanitaires en donnant de la nourriture aux conducteurs dans le but de maintenir la stabilité sociale dans la région.

⁶⁹ Le chef de la police de Sèmè, République du Bénin, Mme Maylise Wannou, témoignant devant la Task Force de la CEDEAO sur le SLEC.

Annexe 2 : Investissements dans le secteur du riz

Tableau 1: Exemples d'investissements dans le secteur du riz

Entreprise	Détails
Ferme rizicole de Kereksuk	établi en 2012, couvrant 45 000 hectares (site web de Flora IP)
Ferme rizicole Wems Agro	créé en 2013 par Rotimi Akinsola (grand importateur de riz cherchant à tirer parti du changement de politique en matière d'importation) (Wems Agro website).
Groupe Olam	mise en service d'une installation intégrée d'usinage du riz (capacité de 36 000 MT) en 2014 + 6 moulins d'une capacité combinée de 1 million de tonnes métriques (actualités du groupe Olam).
Groupe BUA	plantation (100 000 planteurs sur environ 10 000 hectares) dans les États de Kano et de Jigawa, au Nigéria + broyage de 200 000 tonnes par an à Kano, avec une mise à niveau prévue à 1 million de tonnes par an (site web du groupe BUA)
Ferme rizicole Labana	rizerie intégrée depuis 2014 (Lbana Rice Mills website)
Haske et Williams	production (cultivateur sous-traitant) + mouture (site web de H&W Rice Company)

Certains investissements sont le résultat de partenariats public-privé - par exemple, JOSAN Integrated Rice Farms and Mills ([Nairaland forum](#)), Pearl Universal Impex Ltd ([Falaju 2017](#)), Coscharis Group, entre autres. L'État d'Edo s'est associé au Stallion Group et l'État d'Ebonyi a accordé un prêt d'un milliard de Nairas aux riziculteurs commerciaux sous forme de semis, d'engrais et de pesticides (KPMG 2018).

Annexe 3 : Pertinence de la politique industrielle - une analyse documentaire

L'industrialisation, comme le soutiennent Andreoni et Chang (2017), est centrée sur la production et associée à une transformation structurelle - une transition d'un système principalement agricole, basé sur les matières premières, à un système basé sur la fabrication et la production industrielle (De Vries et al. 2015).⁷⁰ De plus, une telle **transformation émerge rarement spontanément par le jeu des forces du marché,⁷¹ mais a plutôt été le résultat d'interventions déterminées de l'État ou de "politiques industrielles"** (Chang 2003 ; Woo-Cumings 2019 ; Chang et Andreoni 2020). Les politiques industrielles sont des politiques gouvernementales destinées à promouvoir la croissance et le développement de secteurs spécifiques, qui peuvent ou non correspondre à une transformation générale de l'économie (Aiginger et Rodrik 2020).

Le développement des industries nécessite généralement des capacités d'organisation qui ne peuvent pas être acquises par les seules technologies mais nécessitent des connaissances tacites par l'apprentissage par la pratique (Khan 2013).⁷² Cet apprentissage prend toutefois du temps, entraînant des périodes de financement des pertes lorsque l'entreprise produit mais n'est pas en mesure de réaliser des bénéfices (Ibid.). En l'absence de politiques industrielles, il est peu probable que les capitalistes nationaux allouent des ressources aux domaines dans lesquels ils manquent de connaissances en matière de production et de marché, en raison du coût élevé de l'apprentissage ou de l'acquisition du savoir-faire dans des conditions de marché libre. **Des politiques industrielles appropriées peuvent donc réduire le coût de l'apprentissage en augmentant la probabilité de récupérer les coûts grâce à différents types d'instruments de soutien.** Dans l'usage moderne, le terme "politique industrielle" ne se limite pas à la fabrication ou aux industries traditionnelles, mais en est venu à englober également l'agriculture et d'autres secteurs non industriels (Rodrik 2004 ; Newfarmer, Page et Tarp 2019).

La politique commerciale est un outil important de la politique industrielle, en particulier dans les pays en développement qui disposent de peu de capitaux pour fournir des subventions directes. Tout comme les restrictions commerciales (temporaires)⁷³ peuvent aider à créer un espace pour les entreprises nationales afin de renforcer leurs capacités (bien que cela s'accompagne de nombreuses autres complications), la libéralisation des échanges peut contribuer aux politiques industrielles, en particulier lorsque les entreprises nationales dépendent des intrants importés. En effet, avec l'essor des chaînes de valeur mondiales (organisation de la production sur plusieurs sites géographiques) et la spécialisation par niche, les entreprises nationales ont besoin d'un accès sans entrave aux marchés pour s'approvisionner en intrants, car elles ne peuvent pas développer des capacités de production et des connaissances couvrant toutes les étapes. Même pour les secteurs protégés par des politiques protectionnistes très restrictives, comme le ciment (Akinyoade et Uche 2018) et le sucre (Nigeria Sugar Development Council 2013) au Nigéria, les importations - bien que limitées à une poignée d'entreprises ayant des capacités de production nationales - ont connu une réduction à la fois des droits de douane et une simplification des procédures et des

⁷⁰ Dans le langage économique, il s'agirait de l'allocation des ressources de production des activités traditionnelles aux activités modernes (voir Lewis 1954 ; Kuznets 1966).

⁷¹ En effet, il existe différentes formes de défaillance du marché (par exemple, au niveau des produits, des connaissances, du crédit et du travail).

⁷² Par exemple, les propriétaires, les gestionnaires et les superviseurs doivent apprendre à "aligner les machines, mettre en place des systèmes de contrôle de la qualité, réduire le gaspillage des intrants et le rejet des produits, gérer les stocks, faire correspondre les flux de commandes aux cycles de production, maintenir les services après-vente et une foule d'autres questions de coordination et de gestion internes qui sont essentielles pour atteindre la compétitivité" (Khan 2013).

⁷³ Il peut s'agir d'interdictions d'importation, de tarifs d'importation, de quotas d'importation et de licences d'importation restrictives.

contrôles régissant les importations.⁷⁴ Par conséquent, **l'ouverture du commerce et les politiques industrielles ne s'excluent pas mutuellement ; la plupart des politiques industrielles nécessitent un certain degré de promotion du libre-échange pour réussir.**

Comme toutes les politiques gouvernementales, les **politiques industrielles affectent la distribution des ressources de l'État, et sont donc profondément politiques** (Whitfield et Buur 2014 ; Whitfield et al. 2015), en particulier dans les pays clientélistes où les élites dirigeantes utilisent les ressources de l'État pour assurer leur survie politique (Whitfield et Therkildsen 2011 ; Hansen et al. 2016). Il existe un risque qu'ils soient instrumentalisés pour la survie des élites dirigeantes, indépendamment d'un apprentissage renforcé et de meilleurs résultats en matière de développement. Ainsi, une politique jugée appropriée sur la base d'une analyse uniquement technique peut ne pas être politiquement opportune - les élites politiques peuvent ne pas mettre en œuvre des politiques si cela implique des résultats distributifs négatifs pour elles. En outre, dans les systèmes politiques clientélistes, les élites dirigeantes ont tendance à allouer les ressources de l'État à leurs partisans ou aux membres de leur coalition et cette "corruption" peut relever de la politique industrielle. Par exemple, si les partisans/financiers nationaux d'un parti politique sont également producteurs de biens et de services ou ont un intérêt dans un secteur donné, ils sont susceptibles de demander une protection contre les importations ou d'obtenir des subventions.⁷⁵ Il est important de déterminer comment les producteurs nationaux bénéficient de ces politiques et contribuent à de meilleurs résultats pour comprendre le succès des politiques industrielles.

La continuité des politiques est un problème sérieux lorsque les politiques industrielles (et commerciales) sont trop étroitement liées à la politique. En effet, un changement de pouvoir, ou de coalition au pouvoir, est susceptible d'entraîner un changement dans la distribution des ressources par le biais d'une modification des politiques (Odijie et Onofua 2020) afin de satisfaire les partisans du nouveau régime (Williams 2017). Les capitalistes nationaux naviguent dans un environnement aussi difficile en déployant des tactiques telles que la cooptation de nouvelles élites, le parrainage de groupes d'entreprises pour promouvoir la continuité des politiques et l'investissement dans des campagnes publiques ou de propagande qui exagèrent les avantages de ces politiques (Bowman et al. 2017), car il est difficile de mettre fin à des politiques qui réussissent ostensiblement.

Selon Khan (2013), étant donné que, d'une part, toutes les politiques génèrent des rentes,⁷⁶ et que, d'autre part, les sociétés ont des règlements politiques différents (c'est-à-dire la distribution du pouvoir organisationnel et des capacités techniques), le succès de la politique industrielle réside dans la recherche d'un **juste équilibre entre les incitations et les contraintes pour obtenir des résultats sociaux plus satisfaisants dans le contexte du règlement politique.** Ainsi, les politiques industrielles peuvent être utilisées pour créer des incitations, qui pourraient être considérées comme des rentes compensatoires, et en même temps assurer des contraintes pour les entreprises "d'utiliser l'espace d'apprentissage pour augmenter rapidement la productivité et la qualité des produits". Il ajoute que "[l]e "faire" est nécessaire à "l'apprentissage", mais le "faire" ne suffit pas à garantir l'apprentissage. Cela est malheureusement démontré par les nombreux exemples d'"industries naissantes" dans les pays en développement qui n'ont pas réussi à devenir compétitives après des années de subventions, de financement, d'apprentissage par

⁷⁴ Les politiques nigérianes du ciment et du sucre prévoyaient toutes deux des exonérations de droits d'importation ainsi qu'une exonération de la taxe sur la valeur ajoutée et des droits de douane et une réduction des contrôles à l'importation d'équipements de production spécifiques dont les producteurs nationaux ont besoin.

⁷⁵ Des chercheurs ont analysé comment les élites politiques au Nigeria ont (ab)utilisé le prétexte de soutenir les secteurs nationaux pour allouer d'énormes montants de financement à des copains sous la forme d'interdictions d'importation, de licences d'importation restrictives, de dérogations, de taxes à l'exportation, etc. (par exemple, Modebe et al. 2014). De telles politiques équivalent à l'allocation d'un grand volume de ressources étatiques à des individus sélectionnés. Par exemple, le Comité des douanes et accises de la Chambre des représentants du Nigeria a indiqué que, pendant la période précédant les élections de 2007, le Nigeria a perdu plus de 380 milliards de dollars en droits d'importation, auxquels le gouvernement fédéral a renoncé pour le compte de ses importateurs amis (Ibid.).

⁷⁶ Les loyers peuvent être définis comme des revenus plus élevés par rapport à un scénario où la politique n'était pas en place.

la pratique" (Khan 2013). C'est pourquoi il est important de prendre en compte les aspects d'allocation ainsi que d'application. Mais son analyse montre également que les **politiques industrielles doivent donc être très spécifiques au contexte en tenant compte des capacités des différents acteurs impliqués.**

S'appuyant sur ce qui précède, Andreoni et Chang (2019) affirment qu'en dehors du cadrage de l'industrie naissante qui peut être la motivation première de nombreux pays dans l'introduction de la politique industrielle, cette dernière peut également être vue sous l'angle de la **coordination stratégique** qui peut être organisationnelle (entre différents acteurs), structurelle (entre différents secteurs) et institutionnelle (entre différentes politiques). Cette coordination est loin d'être évidente,⁷⁷ exigeant un processus dynamique qui recherche des complémentarités "dans le temps" ainsi que "sur la durée" afin de résoudre les problèmes de goulots d'étranglement institutionnels, de désalignement des politiques et de conflits d'intérêts, entre autres. Historiquement, affirment les auteurs, "le libre-échange, la promotion des exportations (qui n'est, bien sûr, pas le libre-échange) et la protection des industries naissantes étaient organiquement intégrés, à la fois en termes de section transversale (il y aura donc toujours des industries soumises à chaque catégorie de politique, parfois plus d'une en même temps) et dans le temps (ainsi, la même industrie peut être soumise à plus d'une des trois catégories dans le temps)".

La gouvernance de la politique industrielle n'est pas toujours simple et inclut des acteurs autres que les entreprises et les politiciens. De plus en plus, les discussions s'inscrivent dans le triangle **entreprises-politiciens-bureaucrates**, où les connaissances techniques et pratiques de ces derniers leur donnent non seulement la latitude d'imposer des conditions à l'accès des entreprises à certains des avantages des politiques industrielles, mais aussi la capacité de servir de médiateurs entre différents intérêts. Bien que ces derniers ne soient pas non plus faciles à identifier puisqu'ils "ne peuvent pas toujours être facilement identifiés en termes unidimensionnels comme appartenant au secteur public ou privé, à l'État ou au marché" (Buur et Nystrand 2020).

⁷⁷ Par exemple, le pouvoir organisationnel différent des acteurs au sein d'un même secteur peut conduire à l'exclusion de certains. De même, la position influente d'un secteur particulier, par rapport aux autres, peut entraîner certains résultats politiques (par exemple, la fermeture des frontières au Nigeria). En outre, le manque de fonctionnement des institutions peut être "non seulement un problème de conception technique [mais] aussi [...] un problème d'économie politique" (Andreoni et Chang 2019).

Références

- Abiassi, E. H. 2006. *Étude sur les instruments de régulation des importations commerciales de riz au Bénin : Rapport final*.
- ACE. 2019. *Augmenter la productivité agricole par l'utilisation d'engrais La suppression ou la modification des subventions permettra-t-elle de lutter adéquatement contre la corruption dans la distribution d'engrais au Nigeria ?* SOAS, consortium de recherche sur les preuves de la corruption.
- Adebowale, N. 2021. *INTERVIEW: How NIPRD is supporting Nigeria's fight against COVID-19 - DG*, Premium Times, 10 Janvier 2021.
- Adegboye, F.B. 2022. *Why the cost of food is not yielding to Nigeria's government policies*, The Conversation, 16 Mars 2022.
- Adenubi, T. 2021. *Border Closure Retaliation : AfCFTA Threatened as Benin Republic Stops 3,700 Nigerian-Bound Cargo-Laden-Trucks*, Nigerian Tribune, 12 Juillet 2021.
- Adewale, M., Michael, D., Akhaine, S. et Baba Idris, A. 2021. *Massive loan default in North West Anchor Borrowers Programme*, The Guardian, 2 Septembre 2021.
- BAD. 2013. *PROJET : Programme d'appui au programme de transformation de l'agriculture - Phase 1 (ATASP)*. Banque africaine de développement.
- Agbahey, J. 2021. *La filière riz en Afrique de l'Ouest : Un défi politique*, Un monde sans faim, 21 septembre 2021.
- Agbakwuru, J. 2021. *Benin Republic seeks Nigeria's collaboration on rice production*, Vanguard, 11 Mars 2021.
- Agbazure, A.C.B. 2020. *Défis de l'élaboration et de l'exécution des politiques publiques au Nigéria*. Journal scientifique européen, Vol 16(7).
- Aiginger, K., & Rodrik, D. 2020. *Rebirth of industrial policy and an agenda for the twenty-first century*. Journal of Industry, Competition and Trade, 20(2), 189-207.
- Aiyede, E.R. 2021. *Agricultural Commercialisation and the Political Economy of Cocoa and Rice Value Chains in Nigeria*, APRA Working Paper 52, Agricultural Policy Research in Africa. Consortium Future Agricultures.
- Akande-Sholabi, W. & Adebisi, Y. A. 2020. *L'impact de la pandémie de COVID-19 sur la sécurité des médicaments en Afrique : Nigeria as a case study*. The Pan African Medical Journal. 35 (Suppl. 2) 73.
- Akinyoade, A., Ekumankama, O., & Uche, C. 2016. *L'utilisation de matières premières locales dans la fabrication de la bière : Heineken au Nigéria*. Journal of the Institute of Brewing, 122(4), 682-692.
- Alayande, F. 2020. *Comprendre les changements dans la politique commerciale du Nigéria : From Realism to Protectionism*. Africa Development, Volume XLV, No. 1, 2020, pp. 149-162.
- Andreoni, A., et Chang, H. J. 2017. *Ramener la production et l'emploi dans le développement : L'héritage d'Alice Amsden pour un nouvel agenda développementaliste*. Cambridge Journal of Regions, Economy and Society, 10(1), 173-187.
- Andreoni, A., & Chang, H. J. 2019. *L'économie politique de la politique industrielle : Interdépendances structurelles, alignement des politiques et gestion des conflits*. Changement structurel et dynamique économique. Volume 48, Mars 2019, pages 136-150.
- Anudu, O. 2016. *Buhari's 2017 budget signals commitment to industrialisation*, Business Day, 15 Décembre 2016.
- Anudu, O. 2020. *Changing Nigeria's industrial policy approach in 2021*, Business Day, 31 décembre 2020.
- Nouvelles de l'APA. 2019. *La fermeture des frontières viole le protocole de la CEDEAO - Speaker*, 20 novembre 2019.
- Aremu, F. A., Kwaghe, P. V., Agbibo, D. E., & Jijji, S. A. 2016. *Analyse du règlement politique de la création d'emplois dans l'agriculture et les agro-industries au Nigéria*. Document de travail n° 015. Document de travail n° 015 du Partenariat pour la recherche sociale et la gouvernance en Afrique, Nairobi, Kenya.

-
- Attah, N. E. 2013. *Possession par dépossession : Interroger la nouvelle vague d'accaparement des terres au Nigéria*. *Journal of Land and Rural Studies*, 1(2), 213-228.
- AUDA-NEPAD. 2017. 3e Conférence scientifique biennale sur la réglementation des produits médicaux en Afrique. Rapport de conférence.
- Babatunde, J. 2020. *A year after border closure : Stakeholders speak on rice production*, Vanguard, 4 Septembre 2020.
- BBC. 2020. *Fake pharmaceutical industry thrives in West Africa*, BBC news, 14 Juillet 2020.
- Bowman, A., Froud, J., Johal, S., & Williams, K. 2017. *Associations commerciales, narration et pouvoir des élites*. *Theory, Culture & Society*, 34(5-6), 103-126.
- Byiers, B. et Dièye, C.T. 2022. *Regional integration in West Africa: Wasteful overlaps or necessary options? ECDPM and ENDA-CACID discussion paper*, 30 May 2022.
- Byiers, B., Karaki, K. & Woolfrey, S. 2018. *L'économie politique des stratégies d'industrialisation régionale*. Document de travail 237. Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM).
- Buur, L. & Nystrand, M. 2020. *Mediating bureaucrats : embedded economic action in the Mozambican sugar industry*. *The Journal of Modern African Studies*, 58(3), 337-360.
- Campbell, J. 2019. *Buhari Orders Land Borders Closed in Long-Running Effort to Boost Rice Production*, Blog post, Council on Foreign Relations, 17 Octobre 2019.
- CBN. 2015. *Inclusion de certains biens et services importés sur la liste des articles non valables pour le change sur le marché des changes nigérian*, Banque centrale du Nigéria.
- Banque centrale du Nigéria. 2020. *Directives pour les opérations du soutien de 100 milliards de crédit pour le secteur de la santé*, 25 Mars 2020.
- Chang, H. J. 2003. *Kicking away the ladder: Infant industry promotion in historical perspective*. *Oxford Development Studies*, 31(1), 21-32.
- Chang, H. J., & Andreoni, A. 2020. *La politique industrielle au XXIe siècle*. *Development and Change*, 51(2), 324-351.
- Chang, H. J., et Andreoni, A. 2021. *Ramener la production dans le développement : An introduction*. *The European journal of development research*, 33(2), 165-178.
- Chete, L. N., Adeoti, J. O., Adeyinka, F. M., & Ogundele, F. O. 2016. *Développement industriel et croissance au Nigéria : Leçons et défis*. Document de travail n°. 8, Learning to compete.
- Chidede, T. 2019. *La facilitation des échanges et la Zone de libre-échange continentale africaine*. Centre du droit commercial (Tralac).
- Dapel, Z. 2021. *Nigeria's food inflation : losers, winners and a possible solution*, The Conversation, 24 novembre 2021.
- Darame, M. 2019. *En fermant la frontière, le Nigéria a renforcé la contrebande*, Le Monde Afrique, 6 décembre 2019.
- Dennis, O. O. 2017. *L'approche de la politique étrangère du Nigéria à l'égard de la CEDEAO*. *Revue des sciences humaines*, 14(2).
- Devarajan, S. 2016. *Three reasons why industrial policy fails*, Brookings, 14 Janvier 2016.
- De Vries, G., Timmer, M., & De Vries, K. 2015. *La transformation structurelle en Afrique : Gains statiques, pertes dynamiques*. *The Journal of Development Studies*, 51(6), 674-688.
- CEDEAO. 1993. *Traité révisé de la CEDEAO*. Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.
- CEDEAO. 2014. *Plan Pharmaceutique Régional (PPR) de la CEDEAO*. Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.
- CEDEAO. 2016. *Tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO : Réalisations, défis et perspectives*. Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

-
- CEDEAO. 2019. *L'annuaire du riz de la CEDEAO, 2019-1ère édition 2*. Direction de l'agriculture et du développement rural. Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.
- ERGP. 2017. *Plan de relance et de croissance économique 2017-2020*. Ministère des finances, du budget et de la planification nationale. Gouvernement du Nigéria.
- Etim, T. 2015. *Pharma furore over new tax on imported cargo*, Air Cargo Eye, 24 août 2015.
- Faiva, E., Hashim, H.T., Ramadhan, M.A. et al. 2021. *Pénurie d'approvisionnement en médicaments au Nigéria pendant COVID-19 : efforts et défis*. Journal of Pharmaceutical Policy and Practice 14, 17 (2021).
- FAO. 2016. *Le Nigéria réintroduit l'interdiction des importations de riz*, FPMA, 5 Avril 2016.
- Fatokun, O. 2020. *Favoriser la production locale de médicaments essentiels au Nigéria*. Organisation mondiale de la santé, Bulletin 2020, 98, 507-508.
- Fenoff, R. et Wislon, J. M. 2011. *Counterfeit pharmaceuticals : examining the multi-dimensional risk to African nations*. in L.W. Kenedy & E.F. McGarrell (eds) Crime and Terrorism Risk. Routledge.
- Flora IP. 2020. *Sur la ferme rizicole de Kereksuk, Résolu 4.0 et l'agriculture au Nigéria : An Interview with Rotimi Williams (Part I)*, 26 septembre 2020.
- Gaiya, A. 2021. *Naviguer dans le clientélisme compétitif pour le succès de la politique industrielle : Possibilités pour le Nigéria*. Document présenté lors de la conférence conjointe SARCHI et YSI Young Scholars Conference on Structural Change and Industrial Policy in Africa, 20-21 juillet 2021.
- Garuba, H. A., Kohler, J. C., Huisman, A. M. 2009. *Transparency in Nigeria's public pharmaceutical sector : perceptions from policy makers*. Global Health 5, 14.
- George, L. 2020. *A growing problem : Nigerian rice farmers fall short after borders close*, Reuters, 23 Janvier 2020.
- Ghana Web. 2019. *Interdire l'importation de riz maintenant et non en 2022 - Paysans*, Business News, 29 novembre 2019.
- Golub, S. 2012. *Commerce d'entrepôt et contrebande en Afrique de l'Ouest : Bénin, Togo et Nigéria*. The World Economy (2012).
- Golub, S., Mbaye, A.A. et Golubski, C. 2019. *Les effets de la fermeture des frontières du Nigéria sur le commerce informel avec le Bénin*, Brookings, 29 octobre, 2019.
- Gouvernement du Nigéria. 2021. *Politique nationale en matière de drogues : 3ème édition, 2021*. Ministère fédéral de la santé en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé, OMS, Nigéria.
- Hansen, M. W., Buur, L., Mette Kjær, A., & Therkildsen, O. 2016. *L'économie et la politique du contenu local dans les industries extractives africaines : leçons de la Tanzanie, de l'Ouganda et du Mozambique*. Forum d'études sur le développement. 43(2), 201-228. Routledge.
- ul Haque, I. 2007. *Repenser la politique industrielle*. Document de travail 183. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.
- Herghelegiu, C. 2017. *L'économie politique des mesures non tarifaires*. HAL archives-ouvertes.
- Hoffmann, L.K. & Melly, P. 2018. *Incitations et contraintes du commerce informel entre le Nigéria et ses voisins*. West African Papers 16, Éditions de l'OCDE.
- Holt, T., Millroy, L. et Mmopi, M. 2017. *Gagner au Nigéria : Pharma's next frontier*, McKinsey, 12 mai 2017.
- Iheanacho, E. N. 2014. *La planification du développement national au Nigéria : Une recherche sans fin d'une stratégie de développement appropriée*. Journal international de recherche et d'investissement en développement économique, vol. 5, n° 2.
- Imouokhome, P. 2022. *Unceasing import substitution policy worsens Nigeria's economic woes*, Business Day, 20 Février 2020.

-
- Administration du commerce international. 2021a. *Nigeria - Guide commercial des pays. Prohibited and Restricted Imports*, International Trade Administration, U.S. Department of Commerce, octobre 2021.
- Administration du commerce international. 2021b. *Nigeria - Guide commercial par pays. Trade Barriers*, International Trade Administration, U.S. Department of Commerce, octobre 2021.
- Itaman, R. & Wolf, C. 2021a. *Politique industrielle et capitalisme monopolistique au Nigéria : Lessons from the Dangote Business Conglomerate*. Développement et changement.
- Itaman, R. et Wolf, C. 2021b. *La politique industrielle a ouvert la voie à l'empire de Dangote. Why it didn't deliver for all Nigerians*, The Conversation, 31 octobre 2021.
- Kaplan, W. & et Laing, R. 2005. *Local Production of Pharmaceuticals : Industrial Policy and Access to Medicines An Overview of Key Concepts, Issues and Opportunities for Future Research*. Document de travail 32036 de la famille Santé, Nutrition et Population (HNP). Banque mondiale.
- Karkare, P., Byiers, B., Apiko, P., & Kane, M. 2021. *Un système et non une erreur : Le commerce informel transfrontalier en Afrique de l'Ouest*. Document de travail 300. Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM).
- Kassa, W. et Zeufack, A. 2020. *La fermeture de la frontière du Nigéria : un blocage ou un ralentisseur sur la route d'un AfCFTA réussi ?* World Bank Blog, 23 Janvier, 2020.
- Khan, M. 2013. *Political Settlements and the Design of Technology Policy*, in Stiglitz, Joseph, Justin Yifu Lin et Ebrahim Patel (eds) *The Industrial Policy Revolution II. L'Afrique au XXIe siècle*, Londres : Palgrave 2013. pp. 243-80.
- Komolafe, B. 2020. *CBN to eliminate multiple exchange rates regime - Emeziele*, Vanguard, 23 juin 2020.
- KPMG. 2019. *Revue de l'industrie du riz*. Nigeria.
- Kuznets, S., et Murphy, J. T. 1966. *Modern economic growth : Rate, structure, and spread* (Vol. 2). New Haven : Yale University Press.
- Kwarkye et Matongbada, M. 2021. *Nigeria's border closures haven't served their purpose*, ISS Today, 22 Mars 2021.
- Lawson, T. 2021. *DÉVELOPPEMENT ET CAPACITÉ. Conversation avec Ricardo Hausmann*, 2 juillet 2021.
- Lewis, W. A. 1954. *Economic Development with Unlimited Supplies of Labour. The Manchester School*, 22(2), 139-191.
- Library of Congress Country Studies et CIA World Factbook. 1991. *Nigeria Local and Bilateral Issues*, juin 1991.
- LSE. 2015. *Les restrictions à l'importation du Nigéria : Une mauvaise politique qui nuit aux relations commerciales*, blog de la LSE, 17 août 2015.
- Mackintosh, M., Banda, G., Tibandebage, P. et Wamae, W. 2016. *La fabrication de médicaments en Afrique : L'économie politique de l'industrialisation pour la santé locale*. Série internationale d'économie politique.
- Maji, A. T., Bashir, M., Odoba, A., Gbanguba, A. U., & Audu, S. D. 2015. *Interaction génotype Ã environnement et estimation de la stabilité pour le rendement en grains des génotypes de riz pluvial au Nigéria. Recherche sur le riz : Open Access*, 2015.
- Malumfashi, S. 2021. *Nigeria : Is Buhari's northern voting block falling apart ?* The Africa Report, 25 août 2021.
- Mayah, E. 2015. *INVESTIGATION : Inside the massive fraud in Nigeria's N117Billion rice import quota scheme*, Premium Times, décembre 2015.
- Mayah, E. 2016. *How Jonathan govt. issued multi billion naira rice import quotas last day in office*, Premium Times, Janvier 2016.
- Mbodiam, B.R. 2021. *Le Cameroun exporte 70% de sa production de riz au Nigeria (BMN)*, Business in Cameroon, 26 août 2021.
- McCulloch, N., Balchin, N., Mendez-Parra, M. & Onyeka, K. 2017. *Politiques de contenu local et intégration en amont au Nigéria*. Rapport de soutien à la transformation économique. Institut de développement d'outre-mer.

-
- Modebe, N., Okoro, O., Okoyeuzu, C., & Uche, C. 2014. L'(ab)utilisation des dérogations aux droits d'importation au Nigéria. Série de documents de travail du CSA, 113. Centre d'études africaines, Université de Leiden.
- Le Ghana moderne. 2017. *Le "roi du poulet" du Bénin fait l'objet d'une enquête pour fraude*, Modern Ghana, 23 octobre 2017.
- Mojeed, A. 2021. *Programme d'emprunteurs d'ancrage : Over 3.1 million farmers financed* - CBN, Premium Times, 21 Mai 2021.
- Moore, W.G. 2019. *Les prochaines étapes pour la situation frontalière du Nigéria : Amaka Anku et Nonso Obikili sur le podcast du CGD*, Center for Global Development, 9 décembre 2019.
- MTNDP. 2021. *Plan national de développement à moyen terme 2021-2025*. Ministère des Finances, du Budget et de la Planification nationale. Gouvernement du Nigéria.
- Muanya, C. 2017. *Imperatives of boosting quality in local drug manufacturing*, The Guardian, 29 septembre 2017.
- Muanya, C. 2020. *How to attain medicine security, self-sufficiency, by PMG-MAN*, The Guardian, 25 juin 2020.
- Munshi, N. 2019. *Muhammadu Buhari suscite la consternation face au changement de politique sur les importations alimentaires*, Financial Times, 14 août 2019.
- Mureithi, C. 2021. *Cette startup tente de numériser la chaîne d'approvisionnement pharmaceutique de l'Afrique*, Quartz Africa.
- Mwai, P. 2022. *Le riz du Nigéria : Le gouvernement exagère-t-il les chiffres de production ?* BBC News, 22 Février 2022.
- NAFDAC. n.a. *Validité de cinq ans plus cinq ans (migration vers la production locale)*.
- NAFDAC. 2019. *Curbing Substandard, Falsified (SFS) And Counterfeit Medicines*, 11 novembre 2019.
- Nairametrics. 2017. *Liste complète des 41 personnes incluses dans le Conseil consultatif sur la politique industrielle et la compétitivité du Nigéria*, Nairametrics, 31 mai 2017.
- Ndadozie, E. 2020. *Dangote wants to increase Nigeria's self-reliance on food*, Vice Versa Online, 20 novembre 2020.
- Newfarmer, R., Page, J., & Tarp, F. 2019. *Des industries sans cheminées : Industrialization in Africa reconsidered*. Oxford university Press.
- Conseil de développement du sucre du Nigéria. 2013. *Plan directeur national du sucre*, Nigéria.
- Nwagbara, C. 2019. *Les agriculteurs ghanéens cherchent à adopter la politique d'interdiction du riz du Nigéria*, Nairametrics, 10 décembre 2019.
- Nwanma, V. 2020. *La crise du taux de change au Nigéria. La chute brutale du naira obligera-t-elle le pays à mettre définitivement fin à son système de taux de change multiples ?* Global Finance, 2 septembre 2020.
- Nyabora, J. 2022. *Ghana and Nigeria run the great rice race*, The Africa Report, 22 Mars 2022.
- Obayomi, W. 2019. *Reprise du programme d'aide à l'expansion des exportations : Administration and Challenges*, KPMG, 16 septembre 2019.
- Obinna, C. 2021. *Stakeholders applaud the CBN's N100bn intervention fund for health sector*, Vanguard, 18 août 2021.
- Obukohwo, E. O., Olele, E. H. et Buzugbe, P. N. 2018. *Évaluation de l'efficience dans le secteur pharmaceutique du Nigéria*. CBN Journal of Applied Statistics Vol. 9 No. 2, 131-148. Banque centrale du Nigéria.
- Odoemene, A. 2015. *Économie socio-politique et dynamique de l'accaparement des terres par le gouvernement au Nigéria depuis 2000* (n° 2015/103). Document de travail du GEG. Programme de gouvernance économique mondiale, Université d'Oxford.
- Odiije, M. E. 2019. *La nécessité d'une coordination des politiques industrielles dans la Zone de libre-échange continentale africaine*. African Affairs, volume 118, numéro 470, 182-193.

-
- Odiije, M. E., & Onofua, A. O. 2020. *Origine politique et persistance de la politique industrielle en Afrique*. Globalizations, 17(6), 974-989.
- Odukoya, A. O. 2020. *Économie politique de la commercialisation agricole au Nigéria*. Document de travail APRA 29. Recherche sur les politiques agricoles en Afrique. Consortium Future Agricultures.
- Odum, F. 2015. *Foreign Rice Importers : Game to Return Nigeria As Dumping Ground*, The Guardian, 9 Mai 2015.
- OCDE. 2000. *Prospects for trade between Nigeria and Its neighbours*, Club du Sahel, SAH/ISAM(2000)1, novembre 2000.
- Ogada, T. 2020. *Construire une industrie pharmaceutique locale compétitive et socialement inclusive en Afrique de l'Ouest en renforçant la recherche, l'innovation et la propriété intellectuelle*. Rapport final. Centre africain d'études technologiques.
- Ogunnubi, O. & Okeke-Uzodike, U. 2016. *Le Nigéria peut-il être l'hégémon de l'Afrique ?* Revue africaine de sécurité, 25:2, 110-128.
- Ogunnubi, O. et Isike, C. 2018. *Les sources de soft power du Nigéria : Entre potentiel et illusion ?* Revue internationale Politique, culture et société 31, 49-67.
- Ogbonna, N. 2021. *How trade policies make domestic industries uncompetitive*, Stears, 7 Mars 2021.
- Ogwuda, A. 2013. *How Jonathan stopped politicians from hijacking farmers, subsidized fertilizers - Adesina*, Vanguard, 24 août 2013.
- Ojeme, V. et Agbakwuru, J. 2019. *Fermer les frontières : Uproar in ECOWAS parliament*, Vanguard, 28 novembre 2019.
- Ojo, T.O., Ogundeji, A.A., Babu, S.C. et al. 2020. *Estimation des écarts de financement dans la production de riz dans le sud-ouest du Nigéria*. Structures économiques 9, 12 (2020).
- Okereke, M., Adekunbi, A., Ghazali, Y. 2021. *Why Nigeria Must Strengthen its Local Pharmaceutical Manufacturing Capacity*, Vol. 12, No. 4, Article 3, DOI:<https://doi.org/10.24926/iip.v12i4.4208>.
- Okonjo-Iweala, N. 2018. *La lutte contre la corruption est dangereuse : L'histoire derrière les gros titres*. MIT Press.
- Olaoluwa, J. 2019. *Comme le Nigéria, le Ghana s'efforce d'arrêter les importations de riz et de volaille*, Nairametrics, 31 octobre 2019.
- Olatunji, H. 2019. *Les agriculteurs : Les frontières devraient rester fermées, nous pouvons produire suffisamment de riz pour nourrir les Nigériens*, The Cable, 29 octobre 2019.
- Olisah, C. 2021a. *FG to launch a new development plan from 2021-2025 in October*, Nairametrics, 24 août 2021.
- Olisah, C. 2021b. *FG to invest \$200 million in pharmaceutical infrastructure*, Nairametrics, 29 juillet 2021.
- Olomola, A.S. & Nwafor, N. 2018. *Examen des performances du secteur agricole du Nigéria : Un rapport de base pour l'examen conjoint du secteur agricole du Nigéria 2017*. Cluster sécurité alimentaire.
- Olori, T. 2003. *POLITIQUE-NIGERIA : Benin Border Reopens*, Inter Press Service, 16 août 2003.
- Olugbenga, E. O. 2013. *La politique de la réglementation pharmaceutique au Nigéria : Options politiques pour les pays du tiers monde*. Politics 3, no. 8 (2013) : 89-100
- Olugbenga, E. O. 2014. *La politique et la pathologie de l'administration des services de médicaments dans les pays du tiers monde : Leçons de deux expériences de distribution de médicaments au Nigéria*. Journal international du développement et de la durabilité, 3(3), 505-519.
- Omale, M.G., Olorunfemi, J.F., et Aiyegbajeje, F.O. 2020. *Legal viable options to incessant closure of Nigeria's international borders*. African Identities DOI : 10.1080/14725843.2020.1828037
- Onwujekwe, O., Agwu, P., Odii, A., Orjiakor, C., Hutchinson, E., Roy, P., McKee, M., & Balabanova, D. 2022. *Exploring the nature, enabling factors and solutions to corruption in the procurement of pharmaceuticals in Nigeria tertiary health institutions : a qualitative study*. Anti-corruption evidence. Document de travail 042.

-
- Ori, O.K. 2011. *Nigeria to stop rice imports by 2015 - Goodluck Jonathan*, The Africa Report, 17 août 2011.
- Orjinmo, N. 2019. *Nigeria's border crisis fuelled by rice*, BBC news Lagos, 31 octobre 2019.
- Oxford Business Group. 2017. *La production de produits pharmaceutiques au Nigéria est prête à répondre à la hausse de la demande intérieure*, Analyse.
- Paquet, M., & Savard, L. 2009. *Impact des réexportations informelles entre le Bénin et le Nigéria : Une analyse EGC*. Cahier de recherche/Working Paper, 9, 14.
- Peterson, K. 2014. *Marchés spéculatifs : Les circuits de la drogue et la vie des produits dérivés au Nigéria*. Duke University Press.
- Peterson, K. 2015. *Marchés spéculatifs : Drug Circuits and Derivative Life in Nigeria*, épisode podcast, Duke UP, 2015.
- Pharmapproach. 2021. *Les industries pharmaceutiques au Nigeria : Challenges and Prospects*, Pharmapproach, 16 Mai 2021.
- Pharmapproach. 2022. *Liste des sociétés pharmaceutiques au Nigeria*, Pharmapproach, 3 Avril 2022.
- PQM+. 2020. *Première année du programme, rapport annuel*. Programme Promouvoir la qualité des médicaments plus. Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et la Convention pharmacopée des États-Unis (USP).
- Premium Times. 2015. *INTERVIEW : Comment les faux médicaments et les médicaments de qualité inférieure arrivent au Nigeria - Kristin Peterson*, 31 août 2015.
- Premium Times. 2017. *Dangote sera le plus grand exportateur de riz du monde dans 5 ans - Président de la BAD*, Communiqué de presse, 17 Avril 2017.
- Premium Times. 2019. *Why we closed Nigeria-Benin border - Buhari*, Agency Report, 28 août 2019.
- Président, République du Nigeria. 2019. *Ordonnance sur le régime de crédit d'impôt pour l'investissement dans le développement et la rénovation des infrastructures routières 2019*. Décret présidentiel n° 007 de 2019.
- Proshare. 2019. *La fermeture des frontières frappe le prix du riz*, CSL Research, 4 octobre 2019.
- PWC. 2017. *La reprise économique du Nigeria. Définir la voie de la croissance économique*, novembre 2017.
- PWC. 2018. *Stimuler la production de riz par une mécanisation accrue*.
- Ramalan, I. 2019. *Le Nigeria commencera à exporter du riz bientôt - Dangote*, Daily Nigerian, 6 novembre 2019.
- Rodrik, D. 2004. *Politique industrielle pour le vingt-et-unième siècle*. Université de Harvard, John F. Kennedy School of Government.
- Rockteschler, C, Malik, A. & Eibl, F. 2021. *Politique de protection commerciale dans une autocratie : Evidence from an EU tariff liberalisation in Morocco*. Journal européen d'économie politique.
- Roggeveen, S. 2013. *Interview : 'How Asia Works' part II*, The Interpreter, 12 juillet 2013.
- Said, J. 2021. *It is time to switch on the transformative power of industrial policy in Africa*, The Pan African Review, 20 novembre 2021.
- Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. 2018. *Bénin : Le commerce de transit avec le Nigeria représente 20 % du PIB*, Brief Afrique de l'Ouest, 20 Mai 2018.
- Magazine Sahel Standard. 2020. *NANTS Call For Reopening Of Land Borders, Compensation For Impounded Goods*, 13 septembre 2020.
- Shehu, G. 2015. *Nigeria2015 : Jonathan a échoué dans le domaine de l'agriculture - APC*, Premium Times, communiqué de presse, 1er Février 2015.
- Shehu, G. 2022. *Dangote fertilizer plant to export to U.S., India, Brazil - Buhari*, Premium Times, communiqué de presse, Mars 2022.

-
- Navires et Ports. 2016. *Le tarif extérieur commun détruit l'industrie pharmaceutique locale, affirme un groupe*, Ships & Ports, 28 août 2016.
- Navires et Ports. 2017. *Les douanes se mobilisent pour réduire de 50 % le temps de facilitation du commerce*, Ships & Ports, 8 Mai 2017.
- Shuaibu, M. S. 2020. *Tendances et nature de la planification du développement national au Nigéria*. Researchgate.
- Sinclair, M. 1983. *Une analyse de la politique étrangère nigérienne. L'évolution de la paranoïa politique*. Occasional paper. Institut sud-africain pour les affaires internationales.
- Éperon, B. 2018. *Carte de l'industrie : Nigeria Pharmaceutical Manufacturing - Competitive Space Remains Highly Sensitive to Foreign Exchange*, Brand News, 2018.
- Tondel, F. D'Alessandro, C., Hathie, I. & Blancher, C. 2020. *Commerce du riz et développement de la chaîne de valeur en Afrique de l'Ouest : Une approche pour des politiques plus cohérentes*. Document de travail 283. Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM).
- Udo, B. et Ekott, I. 2013. *Nigeria, ECOWAS' largest donor, continually outsmarted by smaller West-African countries*, Premium Times, 2013.
- Ugbodaga, M. 2021. *Le gouvernement fédéral conclut un accord avec la République du Bénin pour mettre fin à l'importation de riz*, The Cable, 9 Mars 2021.
- Ukah, O. C. 2008. *An Appraisal of the Performance of Nigeria's National Rolling Plans in the 90's*. African Research Review vol.1(1).
- Ukpe, W. 2021. *Les recettes douanières augmentent de 200 milliards de N pour atteindre 1,5 trillion de N en 2020*, Nairametrics, 7 Janvier 2021.
- ONU. 2011. *Profil du secteur pharmaceutique : Nigéria*. Projet mondial de l'ONU : Renforcer la production locale de médicaments génériques essentiels dans les pays les moins avancés et les pays en développement. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.
- UNODC. 2021. *Au carrefour du licite et de l'illicite : Le trafic de tramadol et autres opioïdes pharmaceutiques en Afrique de l'Ouest*. Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.
- Usman, Z. 2020. *The successes and failures of economic reform in Nigeria's post-military political settlement*. African Affairs, 119(474), 1-38.
- Ugwuaja, A. A., et Chukwukere, C. 2021. *Trade Protectionism and Border Closure in Nigeria : The Rice Economy in Perspective*. UJAH : Unizik Journal of Arts and Humanities 22(1), 78-106.
- Vanguard. 2017. *Le Nigéria s'engage à renforcer ses frontières pour stopper l'afflux d'armes illicites*, Vanguard, 25 octobre 2017.
- Vanguard. 2019. *Sustain border closure, RIFAN urges FG*, Vanguard, 8 décembre 2019.
- te Velde, D.W., Booth, D. Leipziger, D. & Uneze, E. 2016. *Soutenir la transformation économique au Nigéria*. Institut de développement d'outre-mer.
- Verhoef, G. 2004. *Economic empowerment and performance : Strategies towards indigenisation/black economic empowerment and the performance of such enterprises in Nigeria and South Africa, since the early 1970s to 2002*. Journal of Contemporary History, 29(2), 92-118.
- OOAS. 2017. *Une délégation de haut niveau de la région de la CEDEAO a rencontré le gouvernement du Liberia sur la mise en œuvre du tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO pour les produits pharmaceutiques*.
- Walter, M. 2021. *Un équilibre délicat : Comment exploiter l'intégration régionale et la politique industrielle pour la transformation économique en Afrique*, CIG, 19 Janvier 2021.

-
- Whitfield, L., & Therkildsen, O. 2011. *Qu'est-ce qui pousse les États à soutenir le développement des secteurs productifs ? Les stratégies que les élites dirigeantes poursuivent pour leur survie politique et leurs implications politiques* (n° 2011 : 15). Document de travail du DIIS. Institut danois d'études internationales.
- Whitfield, L., & Buur, L. 2014. *La politique de la politique industrielle : les élites dirigeantes et leurs alliances*. *Third World Quarterly*, 35(1), 126-144.
- Whitfield, L., Therkildsen, O., Buur, L., & Kjær, A. M. 2015. *La politique de la politique industrielle africaine : Une perspective comparative*. Cambridge University Press.
- OMS. n.d. *Normes relatives aux produits et politiques de santé. Bonnes pratiques de fabrication*
- Williams, M. J. 2017. *L'économie politique des projets de développement inachevés : Corruption, clientélisme ou choix collectif ?* *American Political Science Review*, 111(4), 705-723.
- Woo-Cumings, M. 2019. *Chapitre 1. Introduction : Chalmers Johnson et la politique du nationalisme et du développement*. Dans *The Developmental State* (pp. 1-31). Cornell University Press.
- Banque mondiale. 2021. *Le Nigéria à l'heure du COVID-19 : Poser les bases d'une reprise solide*. Nigeria Development Update, juin 2020. Banque mondiale.

À propos de l'ECDPM

L'ECDPM est un centre indépendant de réflexion et d'action œuvrant dans le domaine de la coopération internationale et des politiques de développement en Europe et en Afrique.

Depuis 1986, notre équipe fournit des recherches et des analyses, des conseils et un soutien pratique aux décideurs politiques ainsi qu'aux professionnels à travers l'Europe et l'Afrique pour favoriser des politiques efficaces au service d'un développement global, durable et inclusif.

Nos principaux domaines de travail incluent :

- Politique étrangère et de développement de l'UE
- Migration et mobilité
- Economie et gouvernance numériques
- Relations UA-UE
- Paix, sécurité et résilience
- Gouvernance démocratique
- Relance et transformation économiques
- Changement climatique et transition verte
- Intégration économique africaine
- Systèmes alimentaires durables

Pour plus d'informations, visitez www.ecdpm.org

Cette publication a été commandé et financé par le gouvernement néerlandais pour soutenir le programme de facilitation des échanges en Afrique de l'Ouest avec la CEDEAO et l'UEMOA, ainsi que ses partenariats plus larges en Afrique de l'Ouest. Cette publication bénéficie du soutien structurel de la part des partenaires institutionnels de l'ECDPM: les Pays-Bas, la Belgique, l'Estonie, la Finlande, l'Irlande, le Luxembourg, la Suède, le Danemark et l'Autriche.

ISSN1571-7577

ecdpm

Making policies work

HEAD OFFICE
SIÈGE
Onze Lieve Vrouweplein 21
6211 HE Maastricht
The Netherlands Pays Bas
Tel +31 (0)43 350 29 00
Fax +31 (0)43 350 29 02

BRUSSELS OFFICE
BUREAU DE BRUXELLES
Rue Archimède 5
1000 Brussels Bruxelles
Belgium Belgique
Tel +32 (0)2 237 43 10
Fax +32 (0)2 237 43 19

info@ecdpm.org
www.ecdpm.org
KvK 41077447